No 30 du 11 au 25 mai

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL 3 F

Supplément à l'Humanité rouge No 884

Des militants de 68 parlent

Pourquoi nous avons choisi le PCMLF



PCF : LA CRISE. POURQUOI ?



Les lecteurs ont la parole

A propos de la Chine

Un lecteur nous écrit : *« Vous avez tout à fait raison — surtout dans la situation actuelle où se manifeste tout un courant visant à faire croire que la Chine et l'URSS c'est au fond la même société « répressive » — de parler de la Chine, de soutenir la société socialiste réalisée en Chine. Mais, à mon avis, les articles nous laissent sur notre faim. Les informations de ces articles restent générales et éloignées des questions brûlantes que met en avant aujourd'hui la presse bourgeoise en France : la réforme de l'admission aux universités, les transformations en cours dans la vie culturelle, la question des salaires et des primes, etc. ».*

Cette lettre souligne à juste titre l'importance qu'il y a aujourd'hui à parler de la Chine pour expliquer la lutte de classe qui s'y mène, la nouvelle phase d'édification du socialisme dans laquelle la Chine est entrée. La Grande Révolution culturelle prolétarienne déclenchée par le président Mao lui-même s'est terminée par un succès, par la défaite des quartiers généraux bourgeois qui voulaient restaurer le capitalisme. Il s'agit maintenant, conformément aux vœux exprimés par le président Mao et Chou En-lai, dès les années 1950, de faire de la Chine, pays socialiste du tiers monde encore pauvre, un État socialiste puissant et moderne capable d'assurer pleinement la prospérité du pays, le bien-être du peuple et susceptible d'offrir un soutien plus important à la révolution mondiale.

Bien sûr, tout cela gêne un certain nombre de gens qui se répandent en calomnies sur la Chine. Mais, beaucoup plus nombreux sont ceux qui se posent des questions, à juste raison, parce qu'ils ont le sentiment de ne plus bien comprendre, depuis quelque temps, ce qui se passe en Chine.

Certains s'étaient habitués à considérer comme positif en bloc toutes les transformations de la Grande Révolution culturelle prolétarienne. Maintenant que le peuple chinois procède à des réajustements dans tous les domaines pour conserver les acquis et supprimer ce qui est jugé erroné, ce qui a fait son temps ou doit être modifié, ils sont déroutés et se demandent si diverses mesures correspondent bien à l'orientation du président Mao.

D'autres lecteurs s'étonnent toujours, au fond, que les Quatre qui représentaient à leurs yeux l'extrême-gauche puissent être considérés comme contre-révolutionnaires. Face à toutes ces questions et interrogations, il est nécessaire, comme il est dit dans cette lettre, d'essayer d'apporter des explications convaincantes, faits à l'appui. C'est ce que nous allons essayer de faire davantage dès les prochains numéros en mettant à profit le voyage en Chine d'une délégation de l'« Humanité rouge », invitée par le « Quotidien du peuple », organe central du Parti communiste chinois.

Abonnez-vous à la presse marxiste-léniniste



Ultime tentative électoraliste

ACCORD DE FAÇADE DES PARTIS DE GAUCHE

meeting

S'organiser pour la lutte de classe

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

ET BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : . . . . Prénom : . . . .
Rue : . . . . Commune : . . . .
Code Postal : . . . .

COMMENT S'ABONNER ?

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITÉ ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 2e trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joel Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerc, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes* : Claude Liria, Nicole Margerie, Guy Lanrivain. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directrice de publication* : Suzanne Marty.

Ellenstein, Althusser et l'Union du peuple de France

« C'est pourquoi leur démarche, qu'elle se présente sous des couleurs de " gauche " ou de " droite " a ceci de commun qu'elle conduirait le parti à la liquidation ». Telle est l'opinion qu'a émise Marchais à propos des intellectuels contestataires, lors de la dernière réunion du Comité central.

C'est qu'ils dérangent certaines choses, les gens comme Althusser ou Ellenstein. Même s'ils se placent dans l'optique du PCF et de son 22e congrès, ils mettent le doigt sur une question de fond : l'Union du peuple de France.

L'Union du peuple de France

Althusser critique le *« Manuel d'économie politique »* et sa conception du capitalisme monopoliste d'État, base de la stratégie du PCF : *« Si l'État est quasi-prêt, les forces aussi sont là, quasi-prêtes à l'occuper, car en face de cette poignée de monopolistes, il y a la France entière victime des monopoles. A part une petite clique* (étendue plus tard à 600 000 grands bourgeois), *tous les Français ont objectivement intérêt à la suppression des monopoles ».* Telle est l'idée du *« Manuel »*, résumée par Althusser.

Or, comment se fait-il que dans ce cas ces classes et couches sociales si nombreuses ne font pas une majorité de gauche ? *« Nous pensions, en marxistes attardés, que cette réalisation pouvait passer par quelque chose comme la lutte des classes. Non, elle ne passe que par la conscience à coups de propagande et de presse, de mass-média : « Vous avez objectivement intérêt à lutter contre la poignée de monopoles qui nous exploitent, prenez-en conscience et vous agirez en conséquence ».* Telle sera, en effet, la tactique appliquée par le Comité central et tel est ce que critique Althusser.

Nous laissons à Althusser le soin de s'auto-qualifier de « *marxiste* ». Là n'est pas la question. La question, c'est qu'il met le doigt sur un point sensible : pourquoi l'Union du peuple de France que proclame le PCF depuis son 22e congrès n'a-t-elle pas abouti ? Pourquoi la gauche « bute-t-elle » sur le petit 1 % des voix qui lui manquent pour être majoritaire ? Pourquoi les masses travailleuses et populaires de France ne comprennent-elles pas qu'elles ont intérêt à « *faire payer les riches* » ?

« Faire payer les riches » est un des mots d'ordre contestés par Ellenstein lui aussi, mais d'une autre manière : *« Le mot d'ordre " Faire payer les riches " était souvent utilisé sans nuance – où commencent-ils et où finissent-ils ? ».* Ce mot d'ordre aurait selon Ellenstein, fait reculer les couches moyennes, les ingénieurs, cadres et techniciens.

Si Althusser parle, à leur sujet, de mener la lutte de classe pour réaliser l'Union du peuple de France, Ellenstein parle, lui, de faire sauter encore certains verrous qui peuvent les effrayer, de leur faire certaines concessions supplémentaires.



COMMENT ON A TROMPÉ DES MILLIONS DE TRAVAILLEURS

Ces questions sont, sans nul doute, au cœur des débats des militants de base du PCF. Pourquoi, disent-ils, des travailleurs ont-ils votés contre leurs intérêts ? Certains répondent : les gens sont cons...

Le Programme commun

« Sacrée leçon de choses, quand on pense à la déclaration péremptoire de G. Marchais, il y a trois ans : " La classe ouvrière a réalisé son unité politique " (il voulait parler de ... l'Union de la gauche) ».

C'est là une autre critique d'Althusser : l'Union de la gauche (d'ailleurs mal menée, précise-t-il) ne pouvait remplacer l'unité de la classe ouvrière : *« Loin d'être un fait acquis, l'unité politique de la classe ouvrière est un objectif qui est devant nous. »*

(Suite page 6)

30 ans d'Israël, 30 ans de lutte du peuple palestinien

Nul opprimé n'a droit de devenir un oppresseur

Le trentième anniversaire de l'État d'Israël est abondamment commenté dans notre pays. Les « *Shalom Israël* » s'étalent avec complaisance, à la radio, à la télévision, à la une des journaux et sur les murs de nos villes.

Il est indéniable que la création d'Israël a suscité pour des millions de juifs qui venaient d'éprouver l'horreur de camps de concentration et la barbarie nazie un immense espoir d'en finir avec l'antisémitisme et les persécutions. Mais ces justes aspirations ont été dévoyées par les dirigeants du mouvement sioniste étroitement liés à la grande bourgeoisie américaine et occidentale. Ils ont prétendu parler pour tous les juifs et au nom de leur oppression passée, faire d'eux de nouveaux oppresseurs.

En fait, en consacrant le 15 mai 1948, la création de l'État d'Israël, l'impérialisme occidental réalisait un double dessein :

– Établir en plein cœur du Proche Orient, une tête de pont servant ses intérêts, tournée contre les opérations à l'indépendance et à la dignité nationale des peuples arabes ;

– Se dédouaner, à peu de frais, des crimes antisémites accomplis par la barbarie nazie.

Mais la Palestine n'était pas « *une terre sans peuple pour un peuple sans terre* » comme la présentait alors la propagande sioniste. Elle était, elle demeure, la patrie d'un peuple, les palestiniens. On les a chassés de leur terre, on a voulu les rayer de la carte, les réduire à la condition de réfugiés, sans pays, sans terres, sans maisons, sans mémoire, sans passé et sans avenir. Pendant longtemps, leur existence même a été entourée d'un épais silence. Mais parce que leur cause est juste, parce qu'ils ont pris les armes et se sont unis pour exiger leurs droits légitimes, ils ont réussi à faire entendre leur voix sur la scène internationale. Et petit à petit le monde a redécouvert la vérité sur l'État d'Israël, sur sa naissance dans les massacres et les ruines, sur la nature raciste et expansionniste que dissimule de plus en plus mal son masque de colombe, sur l'exploitation que recouvre son prétendu « socialisme », sur la mendicité, la dépendance qui permettent à coups de dollars américains, de réaliser le prétendu « miracle israélien ».

Ce mythe du *« petit-pays-courageux-isolé-dans-un-océan -d'arabes-fanatiques »* s'est effondré au fil des multiples agressions commises par Israël contre les pays arabes voisins avec toujours plus d'arrogance, toujours plus de territoires spoliés, toujours plus de bombes et de napalms déversés sur des villages paisibles et des camps de réfugiés.

Aujourd'hui le peuple palestinien, loin d'être anéanti, est debout pour la lutte. Sa voix qui s'exprime par son seul représentant légitime l'OLP, est de plus en plus entendue et respectée. Face aux multiples complots ourdis par l'une comme par l'autre superpuissance dont l'une, les USA cherche à le poignarder ouvertement pendant que l'autre, l'URSS feint de l'embrasser pour mieux l'étouffer, sa maturité grandit en même temps que sa volonté d'unir davantage ses rangs et ceux des autres peuples arabes pour faire front, ensemble, à l'ennemi commun.

La résistance palestinienne tient fermement ses fusils en mains et les peuples révolutionnaires du monde sont à ses côtés.

Israël pendant ce temps, se débat dans une crise multiforme, économique, sociale, politique et morale. Dans ses propres frontières, elle voit se developper le puissant mouvement de protestation des populations arabes qu'elle opprime. Au sein de sa propre société, la contestation grandit, les mythes s'effondrent, ainsi qu'en témoigne la création récente du « *mouvement pour la paix dès aujourd'hui* » qui regroupe de nombreux jeunes israéliens.

La dernière agression sioniste contre le Sud-Liban, loin de lui permettre d'échapper à cette situation l'y enfonce un peu plus, l'isole encore davantage sur le plan international.

La propagande sioniste a beau faire, ce trentième anniversaire de l'État sioniste a goût de sang, de larmes et de cendres. Israël n'a pas d'avenir, mais avec le peuple palestinien, les hommes de bonne volonté qui vivent sur cette terre en ont un lumineux. Un jour ou l'autre il se réalisera. C'est celui que Yasser Arafat évoquait devant la tribune de l'ONU au nom de tout son peuple.

« Agissons ensemble afin que le rêve devienne réalité, afin que, de mon exil, je rentre avec mon peuple pour vivre dans le cadre d'un seul pays démocratique où chrétiens, juifs, et musulmans, vivront dans un état fondé sur une base de justice, d'égalité et de fraternité ».

(Suite de la page 4)

Et il précise : « *Car il faut le rappeler, pas plus que les autres classes, la classe ouvrière n'est ni un tout, ni une, ni homogène, ni dépourvue, par on ne sait quel miracle, de contradictions internes.* »

Il propose notamment deux moyens de sortir de cette ornière : une analyse de la situation des classes en France et de la classe ouvrière surtout et la définition d'une politique d'union populaire à la base.

A cette même question de l'alliance avec le PS, Ellenstein donne une réponse sensiblement différente, là aussi. Il critique ouvertement le fait que l'accord ne soit pas fait autour du Programme commun en 1977 : « *Il fallait un accord à l'automne, même si nous n'obtenions pas tout ce qui nous semblait nécessaire. Rien ne pouvait faire plus mauvais effet que cet accord de pas grand-chose du 13 mars. Avons-nous eu raison de refuser de poser le problème du désistement avant le 12 mars au soir ? Je ne le pense pas, car nous avons affaibli la portée même de nos explications* ».

Là encore, personne ne peut nier que cette question est au cœur du débat actuel qui oppose bien des militants de base à leur direction, fallait-il ou ne fallait-il pas faire l'unité avec le PS ? Et si oui, comment faire cette unité ?

Voilà pourquoi Marchais s'en prend si violemment à ces deux intellectuels qui, pourtant, restent bien dans le cadre de la stratégie fondamentale du PCF et ne veulent qu'approfondir (Ellenstein) ou réformer (Althusser) le 22e congrès, mais non le détruire.

Philippe LECLERC

Le 22e congrès au coeur des débats

Ce qui est au cœur des débats au sein du PCF aujourd'hui, c'est sa ligne politique. Quand Marchais prétend que ce n'est pas la ligne mais son application qui est contestée, il ment. Les questions que se posent les militants sont bien en effet : que fallait-il faire face au PS pour gagner d'autres électeurs ? Que fallait-il faire et que fera-t-on demain ? La question, c'est donc bien : quelle ligne faut-il appliquer. Ce qui est remis en cause, c'est la ligne stratégique du XXIIe congrès. Alors, penchons-nous à nouveau sur ce fameux congrès.

« *D'une part, la petite caste qui domine l'économie et l'État et d'autre part l'immense masse de ceux qui vivent de leur travail et servent leur pays, toutes les victimes des monopoles** ». Cette division en deux de la société française « *par delà la diversité des couches sociales, des familles politiques et des courants de pensée* » est à la base de tout le XXIIe congrès.

Là où gît le lièvre

En apparence, cela correspond et à la réalité et à la théorie marxiste. Les monopoles sont bien dominants dans notre pays aujourd'hui, ils tiennent à la fois les banques, l'industrie, la terre, le pouvoir d'État. Ils imposent bien leur loi, de manière diverses, à l'ensemble du pays.

Mais une première phrase doit attirer notre attention : « *Par delà la diversité des couches sociales* », est-il dit. Quelle est cette diversité ?



Ce qui est remis en cause, c'est la ligne stratégique du XXIIe congrès.

« *Avec les ouvriers qui subissent le plus directement la dure exploitation capitaliste, ce sont aussi les employés, les paysans, les ingénieurs et les techniciens, les enseignants et les artistes, les commerçants et les artisans, les petits et moyens entrepreneurs, c'est la plus grande partie de la population que frappent de plein fouet les méfaits de la politique du grand capital* ».

Un peu plus loin, quelques lignes plus bas, le texte parlera à propos de toute cette « *population* » de « *masses populaires* ».

« *Les masses populaires* » ce serait donc à la fois l'ouvrier et le petit et moyen patron ? Ils auraient des intérêts fondamentaux communs ? On sent bien qu'il y a là quelque chose qui ne va pas. C'est là que gît le lièvre.

La distinction à faire

S'il est vrai que les monopoles dirigent toute la vie du pays, il n'est pas vrai par contre, que cela veut dire que toutes les autres classes et couches de la société ont les mêmes intérêts au changement, « *par-delà leur diversité* ».

Il y a la classe ouvrière et ceux qui sont liés directement à elle, comme les petits paysans. Il y a les ingénieurs, techniciens, cadres, petits commerçants ou artisans que la classe ouvrière doit essayer de gagner à elle d'une manière ou d'une autre.

Quant aux petits et moyens patrons, il faut faire une différence entre eux et les grands monopoles, mais il ne faut pas oublier que ce sont des patrons, liés au capital monopoliste par 1 000 fils et vivant de l'exploitation de millions de travailleurs.

Il y a donc une différence de classe à faire entre ces différentes classes et couches sociales. La classe ouvrière doit mener la lutte de classe pour en gagner certaines à elle, pour en éliminer d'autres. Comment en dehors des périodes électorales des ouvriers pourraient-ils faire grève contre leur patron petit ou moyen et, soudain, en période électorale, se mettre à penser : au nom de l'Union du peuple de France, mon patron et moi avons les mêmes intérêts.

Le rôle de la classe ouvrière

L'agent de cette lutte de classe, c'est avant tout la classe ouvrière. C'est elle qui dirige cette politique. Or, que dit le XXIIe congrès sur ce point ?

D'une part, on consacre un chapitre entier à « *la classe ouvrière, force dirigeante des luttes populaires* » : « *aujourd'hui, la classe ouvrière se trouve à l'avant-garde de la lutte pour les transformations de la société* ».

Mais ensuite, dans le chapitre « *l'Union du peuple de France pour le changement démocratique* », il n'est plus question de ce rôle d'avant-garde il n'est plus question de lutte de classe. On ne parle plus que de « rassemblement » : « *L'Union du peuple de France, c'est le rassemblement de tous les démocrates, de tous les patriotes* ».

On se souvient aussi que c'est le XXII e congrès qui a confirmé l'abandon officiel par le PCF de la notion de dictature du prolétariat, expression du rôle d'avant-garde de la classe ouvrière sous le socialisme.

Philippe LECLERC

*Les citations sont toutes extraites de la résolution du XXIIe congrès du PCF.

Unité, oui, mais...

Faut-il chercher à unir autour de la classe ouvrière tout ce qui peut être uni ? Oui, bien sur, sans hésitation.

Mais seulement tout ce qui peut être uni.

Le but fondamental du PCF c'est d'arriver au gouvernement par les élections. Pour cela, il fallait chercher des voix, celles des classes et couches sociales dites « moyennes » ou « intermédiaires ».

Le XXIIe congrès a eu pour but de donner à cette tactique électorale sa base théorique, stratégique : l'Union du peuple de France. Il fallait essayer de prouver que, sauf quelques monopoles, tout le monde avait intérêt à voter à gauche.

Le Programme commun quant à lui, consacrait un chapitre de promesses innombrables à chacune de ces classes ou couches sociales. Et en route vers le gouvernement ! Mais ce fut l'échec répété...

Voilà pourquoi les militants du PCF ont raison, pour analyser cet échec, de remonter jusqu'aux sources : la ligne stratégique du XXIIe congrès.



Faire grève contre son patron et lors d'une campagne électorale, avoir soudain les mêmes intérêts.

L'echec de la gauche : la faute aux autres

Mai 1968, mars 1978, deux événements de portée contraire : Mai 1968, un grand mouvement révolutionnaire de masse ; mars 1978, des élections soigneusement organisées par la bourgeoisie monopoliste dans le cadre de la démocratie bourgeoise.

En Mai 1968, la direction du PCF a développé tous ses efforts pour faire rentrer les choses dans l'ordre en vertu de sa ligne de « passage pacifique » au socialisme. En mars 1978, la direction du PCF a développé tous ses efforts pour démontrer que le changement allait sortir des urnes.



Aujourd'hui, la classe ouvrière, les masses populaires, les militants s'interrogent, c'est forcé. Où est l'issue ? En 1968 et après, on leur a dit : *« La révolution n'est pas possible », « C'est une idée du passé », « Une révolution, c'est l'écrasement dans le sang »*. Combien n'ont pas cru à ces idées ?

Après cela, on leur a dit : *« Le passage pacifique le voilà, c'est le Programme commun et l'Union de la gauche »*.

Un événement historique ce Programme commun du PCF et du PS ! C'était la première fois qu'un tel programme de gouvernement était signé : on peut dire que jamais il n'y eut dans le passé de la démocratie bourgeoise une situation de paix sociale où de meilleures conditions aient existé pour un succès électoral des partis dits de gauche.

Un grand bouillonnement

Et voilà que c'est l'échec. De cet échec, tous ceux qui ont cru plus ou moins à l'Union de la gauche en discutent. Des intellectuels pour qui les colonnes du « Monde » s'ouvrent le font publiquement mais aussi partout, et parfois même seulement chez soi, chacun s'interroge, cherche à comprendre pourquoi et comment « on va y arriver » dans l'avenir à se débarrasser de cette société capitaliste pourrie et insupportable.

Il est tout à fait naturel dans une telle situation qu'on entende toutes sortes de points de vue, notamment à l'intérieur et autour du PCF. Cela va de *« Les gens sont trop cons, ils votent à droite »* jusqu'à *« c'est à cause du centralisme démocratique »* en passant par *« C'est à cause des changements de tactique imprévisibles »* etc.

Dans ce grand bouillonnement qui inquiète les dirigeants du PCF, il y a beaucoup de choses intéressantes, même si le vrai et le faux sont parfois mélangés comme, par exemple, chez ceux qui rejettent la dictature du prolétariat en la confondant avec le régime fasciste des révisionnistes soviétiques.

Des clichés ressassés

Mais revenons à nos élections. L'échec est-il dû au fait que les gens soient « cons ». Là n'est être plus exact, que la moitié des gens soient « cons » ? Mais là n'est pas le problème pour un parti communiste authentique. La conscience des masses populaires est ce qu'elle est, et en particulier, elle est, dans les conditions de la dictature de classe de la bourgeoisie, soumise à la domination idéologique de cette classe. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les classes possédantes ont mis en œuvre tous les moyens de propagande possibles pour conjurer le spectre du communisme. De *« la communauté des femmes »*, attribuée à Marx et Engels, à *« l'interdiction d'avoir plus de deux enfants »* attribuée à la République populaire de Chine, la bourgeoisie a tout un répertoire de clichés qu'elle ressasse depuis cent-trente ans pour démontrer que le communisme, c'est l'enfer, un enfer pire que le capitalisme.

Les acquis de la Commune et de la Révolution d'Octobre

C'est précisément parce que la bourgeoisie détient les moyens d'informations ainsi que tous les leviers financiers, économiques du pouvoir que le parti révolutionnaire de la classe ouvrière ne prétend pas gagner d'abord la majorité par les élections, mais au contraire met à profit une situation de profonde révolte des masses populaires pour les conduire à la destruction de l'appareil d'État capitaliste et s'assurer par des décrets applicables immédiatement la sympathie et l'appui des couches de la population trompées par la propagande réactionnaire. Cela, Lénine a montré que c'était un acquis de la Commune de Paris et il a procédé de même au cours de la Révolution d'Octobre. Et le Parti communiste chinois a toujours agi de même : c'est parce qu'il se montrait capable de résoudre effectivement les problèmes des masses paysannes chinoises qu'il gagnait leur sympathie et leur soutien. C'est ainsi qu'au cours de la Longue Marche, Mao Tsé-toung sut même gagner à la cause du parti communiste certaines minorités nationales franchement hostiles.

Autrement dit, le soutien ou non des gens n'est pas une question d'intelligence, mais une question de classe (tous les gens n'appartiennent pas à la même classe et n'ont pas la même attitude face au socialisme) et une question de faits concrets.



Aujourd'hui, la classe ouvrière s'interroge après ce nouvel échec. Où est l'issue ?

La révolution est l'œuvre des masses

La domination idéologique de la bourgeoisie signifie-t-elle que le parti révolutionnaire de la classe ouvrière ne peut ni ne doit accorder d'importance aux questions de propagande ? Est-ce qu'il faut paisiblement attendre la situation révolutionnaire ? Non. La révolution ne peut triompher si elle n'est l'œuvre consciente que d'un petit groupe d'hommes, même bien préparés et déterminés : l'échec du guévarisme est là pour le prouver. La révolution est l'œuvre des masses, c'est seulement si elle est comprise et soutenue par elles qu'elle réussit.

Pour gagner la classe ouvrière et les masses populaires, un parti authentiquement communiste doit se montrer dans les faits leur meilleur défenseur, non avec des mots, mais avec des actes. Est-ce le cas du PCF ? Le PCF clame à tue-tête qu'il est le parti de la classe ouvrière mais combien de luttes ont échoué par sa faute ? Combien d'ouvriers, que ce soient ceux de Lip ou les immigrés résidents des foyers Sonacotra, ont trouvé les dirigeants du PCF comme un obstacle sur leur route ? Beaucoup ! La direction du PCF peut bien après ça ajouter l'autogestion à son attirail de promesses, personne n'a confiance.

La grande bourgeoisie et l'URSS

Ça, c'est pour les actes. Voyons la propagande. Le plus grand repoussoir actuel vis-à-vis du communisme, c'est l'Union soviétique. La grande bourgeoisie joue là sur du velours : tous les méfaits fascistes, bellicistes et expansionnistes de l'URSS de Brejnev, elle les présente comme inhérents au socialisme. C'est un pur et simple mensonge ; en URSS, ce n'est plus le socialisme, c'est la dictature d'une grande bourgeoisie monopoliste d'État et plusieurs partis communistes dans le monde le disent depuis longtemps. Mao Tsé-toung le soulignait déjà en 1964.

Mais quelle est l'attitude du PCF face à la propagande bourgeoise ? Il l'encourage. D'une part, il ne combat toujours pas l'URSS comme un pays de dictature bourgeoise, mais de plus, il ne fait aucune propagande pour présenter la réalité vivante d'authentiques pays socialistes de dictature du prolétariat comme la République populaire de Chine. Au contraire, il cache et déforme les succès. En un mot, pour le PCF, *« le socialisme dans la liberté »* (comme s'il y avait un socialisme sans liberté pour le peuple !) n'existe nulle part. Allez gagner la confiance des gens avec ça !

C'est pourquoi lorsque nous rencontrons des militants du PCF découragés par l'échec de l'Union de la gauche, nous leur disons : *« Ne rejetez pas la faute sur les autres, mais regardez plutôt de plus près la ligne suivie par vos dirigeants »*.

Henri JOUR

Dans notre prochain numéro : *« Faut-il réformer le PCF ? »*.

Plan Barre

Libre cours à la loi de la jungle



Hausse de 10 % des tarifs EDF, plus 12 % pour les PTT, plus 10 % pour la SNCF, plus 13,6 % pour le métro et le bus, etc. C'est la politique de « vérité » des prix des services publics.

4 000 licenciements chez Terrin, c'est l'élimination des canards boiteux, c'est le retour à la liberté selon Saint-Ceyrac ; tels sont les effets du IIIe plan Barre, un mois à peine après les élections du 19 mars.

Renforcée par sa victoire électorale, la fraction de la bourgeoisie au pouvoir se permet d'annoncer froidement, noir sur blanc, sa politique d'austérité, politique qui prend des formes différentes dissimulées sous le masque du libéralisme.

Liberté des prix

« Débrouillez-vous tout seuls pourvu que vous fassiez des profits », tel pourrait être le conseil de Barre aux entreprises. Plus de liberté aux industriels pour fixer leurs prix, moins d'intervention de la part de l'État.

La liberté des prix ? Elle sera accordée en priorité aux *« secteurs les plus exposés à la concurrence internationale »*. Or, qui sont ces secteurs sinon les grandes firmes exportatrices qui, par leur capacité à faire des profits et à battre les petites entreprises, peuvent se tailler une part importante du marché intérieur et mondial. Priorité leur est donc offerte pour leur permettre d'affronter la concurrence dans les meilleures conditions, c'est-à-dire en pouvant éliminer ou absorber les plus petites entreprises.

Chasse aux canards boiteux

L'autre aspect d'une telle politique allant dans le sens de l'accélération de la concentration, c'est la chasse aux canards boiteux. On est donc déterminé à laisser tomber les entreprises en position de faiblesse. Cela signifie des plans de restructuration dont profitent les grands trusts, jetant sur le pavé des milliers de travailleurs. Déjà sont menacés 11 500 emplois chez Boussac, 16 000 pour la sidérurgie, etc. Mais, comme cela n'est pas jugé suffisant, on va encore détaxer l'épargne destinée à l'achat d'actions. Il va sans dire que cela favorise les grosses sociétés côtées en bourse.

A cette liberté des prix, s'ajoute un encadrement rigoureux du crédit venant encore renforcer l'élimination des petites et moyennes entreprises en difficulté qui ne pourront emprunter qu'au prix d'un taux d'intérêt élevé.

Chômage et bas salaires

Tous les moyens sont donc donnés aux grandes firmes pour profiter de la restructuration de l'économie et jouer à fond la carte de la compétitivité. Cela signifie augmentation des cadences, élimination des concurrents avec le chômage que cela entraine, bas salaires. Pourtant, Barre a eu le culot de dire sa crainte d'un dérapage des salaires, en laissant plus de liberté aux entreprises. *« Le pire serait des hausses de salaire non-négociées et intéressant tous les salariés »* affirme un conseiller de Barre. C'est pourquoi, Barre prévoit de fixer un minimum réel de rémunération par branche. Seule est prévue une hausse du SMIC mais à condition que les autres salaires soient bloqués. Précaution est donc prise.

Les prix en cavale

Mais si les salaires ne devront pas augmenter, il n'en est pas de même des prix. Un cortège de hausses est déjà en cours : plus 7 % pour l'essence, plus 11 % pour l'EDF, plus 10 % pour la SNCF. C'est le résultat immédiat de la liberté des prix dite « vérité », pratiquée dans les entreprises publiques. La flambée de tous les prix des autres produits industriels ne va pas se faire attendre.

Même sous des formes différentes, c'est toujours la même politique encore mieux adaptée aux besoins du grand patronat, pour mieux favoriser la concentration que Barre poursuit. Politique de subordination aux monopoles, propre à tout capitalisme monopoliste d'État.

Catherine LEMAIRE

La politique de Barre au service des monopoles



Toute la politique de Barre et du gouvernement Giscard est au service des monopoles et plus précisément de la concentration monopoliste.

Cette politique immuable était masquée hier, lors des deux premiers plans Barre, elle est plus visible aujourd'hui. Dans son fond elle est immuable : c'est la politique d'un gouvernement qui fait corps avec les grandes banques et les grands monopoles.

Comme le disait Lénine dans *« L'impérialisme, stade suprême du capitalisme » : « L'union personnelle des banques et de l'industrie est complétée par l'union personnelle des unes et des autres avec le gouvernement »* Nous vous proposons des extraits de cette œuvre.

« Union personnelle des banques de l'industrie et du gouvernement »

« Quant à la liaison étroite qui existe entre les banques et l'industrie, c'est dans ce domaine que se manifeste peut-être avec le plus d'évidence le nouveau rôle des banques...»

»... En même temps se développe, pour ainsi dire, l'union personnelle des banques et des grosses entreprises industrielles et commerciales, la fusion des unes et des autres par l'acquisition d'actions, par l'entrée des directeurs de banque dans les conseils de surveillance (ou d'administration) des entreprises industrielles et commerciales, et inversement...»

»...L'union personnelle des banques et de l'industrie est complétée par l'« union personnelle » des unes et des autres avec le gouvernement. « Des postes aux conseils de surveillance, écrit Jeidels, sont librement offerts à des personnages de grand renom, de même qu'à d'anciens fonctionnaires de l'État qui peuvent faciliter (!!) considérablement les relations avec les autorités »... « On trouve généralement au conseil de surveillance d'une grande banque un membre du Parlement ou un membre de la municipalité de Berlin... »

«Les 5 caractères de l'impérialisme»

«... Ce qu'il y a d'essentiel du point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste. La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général ; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence ; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la concentration de la production et du capital à un point tel qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : les cartels, les syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre-concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents.»

«... Sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants :

1) Concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ;

2) Fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière ;

3) L'exportation des capitaux à la différence de l'exportation des marchandises, prend un importance toute particulière ;

4) Formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et,

5) Fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes.

L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes...»

Argentine

Vidéla est assis sur un volcan

En France, la campagne pour le boycott de la Coupe du monde de football s'est fortement développée et des comités COBA existent un peu partout. Le fait que l'Argentine soit un pays fasciste est de plus en plus connu. Cependant, limiter la réalité du pays à la répression n'est pas conforme à ce qui se passe là-bas. La junte de Videla réprime tant qu'elle peut mais cela n'empêche pas un développement remarquable des luttes ouvrières et démocratiques qui, depuis six mois, se succèdent.

En octobre 1977, s'ouvre en Argentine une période de lutte sans précédent dans l'histoire du pays. Ce sont les ouvriers-électriciens qui donnent le feu vert. Pendant un mois, dans tout le pays, les ouvriers n'ont pas travaillé pour que soient respectées les conventions collectives et pour des augmentations de salaire. La grève a été dirigée par le syndicat clandestin qui rassemble 80 000 adhérents parmi les électriciens. Ils n'ont pas hésité à utiliser toutes les formes de lutte, y compris le sabotage : on dénombre un minimum de cent actions de sabotage. La capitale, Buenos Aires, a été privée d'électricité pendant toute une semaine. Pourtant, les travailleurs ont dû faire face à toutes sortes de pressions. Pression des révisionnistes qui demandaient à ce qu'ils cessent leur grève sous le prétexte qu'elle avantagerait les « pinochetistes » de la junte face au « démocrate » Videla. Peine perdue, la tentative de sabotage de la lutte n'a pas réussi. Le gouvernement s'y est mis également. Selon lui, les ouvriers-électriciens devaient renoncer à leurs exigences vu qu'ils étaient des privilégiés.

A cela, les ouvriers ont répondu : *« Nous ne voulons pas de salaires de privilégiés, nous voulons le salaire des militaires ».* Il faut savoir qu'en Argentine, un capitaine gagne six fois plus qu'un vieil ouvrier.





Renault-octobre 1977

Au bout d'un mois, le gouvernement a tout de même cédé, les ouvriers ont obtenu le respect des conventions collectives et une augmentation de salaire de 45 %.

En octobre 1977 le pays est paralysé par la grève des cheminots

Le mois suivant a eu lieu la plus grande grève du pays. Les cheminots, dont 250 000 appartiennent au syndicat clandestin, ont cessé le travail pendant une semaine. Tout le pays était paralysé. Là aussi, il y a eu de nombreuses actions de sabotage. L'armée a employé tous les moyens pour faire reprendre le travail. Un jour, un capitaine et tout un groupe de soldats sont venus pour exécuter leur mission. Tout d'abord, le capitaine a expliqué aux ouvriers qu'ils devaient faire des sacrifices pour «le développement du pays comme le font les militaires. Suite à cela, un ouvrier lui a demandé combien il gagnait, puis il sort sa fiche de paye : il gagnait dix fois moins que le capitaine. Alors les ouvriers ont montré aux soldats leurs conditions de vie et de travail, les soldats ont sympathisé avec les travailleurs. Le capitaine est reparti hors de lui, il n'est plus revenu. Maintenant, pour réprimer les grèves, le gouvernement doit faire appel aux officiers et sous-officiers, les soldats qui sont des appelés refusant de faire ce sale boulot.

Au bout d'une semaine, le travail reprenait car les ouvriers avaient gagné : ils avaient obtenu une importante augmentation de salaire.

Dans le même temps, à Buenos Aires, les conducteurs de métro étaient eux aussi en grève pour une augmentation de salaire. Ils ont repris une semaine plus tard le travail après avoir remporté un succès total.

A la fin du mois de novembre, ce sont les dockers de Buenos Aires qui décident de reprendre le relais : pendant vingt jours, le port est paralysé. La nuit, ils allaient saboter tous les systèmes de charge pour les bateaux de céréales destinés à l'exportation. Le lendemain, quand l'armée intervenait pour faire reprendre le travail, ils expliquaient que leur grève était obligatoire, vu que les engins ne fonctionnaient pas. Le gouvernement n'arrivait pas à bout des travailleurs qui ont obtenu ce qu'ils voulaient, à savoir une importante augmentation de salaire.

De grandes luttes victorieuses

Début janvier, les cheminots de Buenos Aires reprennent la grève pour une nouvelle augmentation de salaire. Elle n'a duré que trois jours, le gouvernement ayant cédé immédiatement.

Le même mois, les 3 500 travailleurs de l'usine Rigolleau (une ancienne usine française appartenant maintenant aux USA) ont fait grève pour exiger la réintégration de 600 travailleurs licenciés. Au bout d'une semaine, ils étaient tous repris.

En février, 4 000 travailleurs de l'usine frigorifique pour viandes congelées font grève pour une augmentation de salaire. Encore une fois, c'est un plein succès.

Enfin, au mois d'avril, les conducteurs d'autobus de Cordoba, ainsi que des sections de cheminots, ont fait grève pour avoir de meilleurs salaires. Ils ont repris au bout de deux jours, ils avaient gagné.

Toutes les grèves entreprises par les travailleurs argentins ont été des succès malgré l'attitude, toujours la même, des révisionnistes qui sabotent les luttes pour défendre le président de la junte fasciste, Videla, sans compter la répression et les menaces envers les travailleurs. Et ce ne sont pas de vains mots en Argentine ! Ces grèves ont été un succès parce qu'elles sont menées dans un esprit de lutte de classes. Nombre ont été dirigées par le Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine.

Pourtant, la répression n'a pas réussi à faire taire le peuple argentin, au contraire ! Les travailleurs adaptent leurs méthodes de lutte en fonction de leur situation difficile. Rien n'arrive à vaincre leur unité qui permet de remporter de grandes victoires, rapidement. La liste des luttes qui est donnée ici concerne les plus grandes, celles dont on a entendu parler mais, en fait, il y en a eu bien d'autres puisqu'en octobre et novembre, il y a eu plus de 500 grèves dans tout le pays. Ces deux mois ont été très importants.

Il est à prévoir que les travailleurs argentins se lanceront dans de nouvelles grèves lors de la Coupe du monde de football et que des manifestations de parents de prisonniers et de disparus auront lieu à l'ouverture de la Coupe. La junte, qui tente tant qu'elle peut de masquer son visage fasciste face aux pays étrangers, ne pourra pas réprimer à ce moment précis comme elle le ferait en temps normal.

Ce visage-là de l'Argentine, c'est celui du peuple et il ne faut pas l'oublier. Son mérite est d'autant plus grand que le régime de Videla et Cie impose une dictature féroce. Les luttes, la répression, ces sont les deux visages de ce pays.

Évelyne LE GUEN

• Italie

Ce qu'il ne faut pas oublier

C'est le 21 avril dernier qu'était présenté en dernière instance, devant les chambres italiennes, le bilan de l'exercice du pouvoir par la Démocratie chrétienne en 1977. Ce bilan comprenait quatre aspects principaux :

— *1) Une augmentation dramatique du nombre de chômeurs* : au cours de l'année 1977, le nombre de chômeurs en Italie s'est accru de 135 000, atteignant 10,6 % de la population active dans le sud du pays et 6 % dans le centre et le nord.

— *2) Une augmentation des prix de 18,7 %* qui a absorbé entièrement les quelques augmentations de salaire arrachées par les travailleurs grâce à leurs luttes.

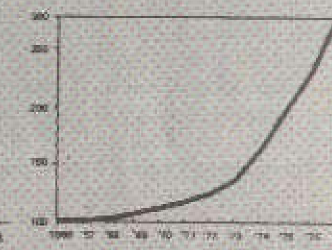
— *3) Une augmentation de la masse globale des impôts de 60 %* et ce, principalement par le biais de l'augmentation de l'impôt sur les personnes physiques qui touche principalement la masse du peuple.

— *4) Une augmentation de la production industrielle de 1,7 %*, soit une des plus faibles d'Europe.

La Démocratie chrétienne qui présentait ces pitoyables résultats à l'approbation des chambres a néanmoins été approuvée par l'ensemble des principaux partis italiens, notamment le PCI. C'est ça l'union sacrée...



Augmentation du chomage en % de la population.



Indice du coût de la vie Base 100 en 1966.

Quand les mensonges ont odeur d'argent

Nul impérialisme n'a jamais abandonné ses colonies de gaieté de cœur. Quand le colonialisme français, en 1953, fut contraint de se retirer du Kampuchéa, il n'eut qu'une idée en tête : tâcher de reconquérir ses positions perdues par un moyen ou un autre. C'est dans cette volonté de l'impérialisme français de revoir le Kampuchéa s'ouvrir à son influence et à ses capitaux – et dans son échec – qu'il faut chercher la source de la campagne de presse contre ce pays, encouragée, sinon orchestrée par le gouvernement.

LE DECLIN DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS AU KAMPUCHEA

Après son retrait militaire et politique du Kampuchéa, la France y conserva néanmoins d'importants intérêts économiques, en particulier avec les plantations de caoutchouc aux mains de sociétés françaises, notamment de la Banque de l'Indochine. Après 1954, le quart des importations du Kampuchea provenait encore de la France. Cependant celle-ci se heurta de plus en plus à la concurrence américaine qui prit progressivement sa place comme premier « partenaire économique » du Kampuchéa. En 1959, la part des États-Unis dans les importations de ce pays était passée à 39 pour cent. Après le coup d'État qu'ils fomentèrent par l'intermédiaire du fantoche Lon Nol, les États-Unis inondèrent à leur guise le Kampuchéa de leurs produits et le convertirent en une néo-colonie.

Les déboires connus au Kampuchea par la compagnie française Elf-Erap, illustre bien ce recul de l'impérialisme français face aux États-Unis. En 1969, cette compagnie obtint une concession pétrolière de 100 000 km2 face aux côtes du Kampuchéa. Mais dès 1971, après le coup d'État de Lon Nol elle dut renoncer à 50 pour cent de sa concession et dut céder 35 pour cent à la société américaine Exon. En 1973, elle abandonna enfin les 15 pour cent restants à la société Marine Associates, d'origine mal connue, mais dirigée en sous mains par des intérêts américains. Ainsi donc, face à la rivalité américaine, Elf Erap renonçait à l'exploitation du pétrole au Kampuchea.

APPUI A LON NOL ET ESSAI DE RECONQUETE

Cela explique la politique du gouvernement français vis-à-vis du Kampuchéa et de l'agression américaine. D'une part, il tenta de préserver les intérêts qu'il maintenait en aidant le gouvernement de Lon Nol, y compris militairement, en lui accordant notamment une aide militaire d' un million de francs en 1974. D'autre part, elle ne voyait pas d'un bon œil l'impérialisme américain implanter sa mainmise totale sur ce pays et se déclarait en faveur d'une solution pacifique. C'est au vu de la politique française d'aide au gouvernement de Lon Nol que les patriotes nationalisèrent les plantations de caoutchouc françaises qui se trouvaient toutes en zone libérée.

A la veille de la chute totale du régime fantoche, le gouvernement français tentait de faire triompher au Kampuchéa une solution dite de « troisième force » qui aurait permis la conclusion d'une paix « honorable » et l'établissement d'un régime qui, tout en rompant, dans une certaine mesure, avec l'impérialisme américain, aurait privé des fruits de la victoire les patriotes, avec le parti communiste à leur tête. Un tel régime de « troisième force » aurait eu l'avantage aux yeux de l'impérialisme français, d'accepter d'un bon œil le retour des capitaux français au Kampuchea. Cette tentative échoua. Forts de leur Armée révolutionnaire, les patriotes n'acceptèrent aucun compromis et poursuivirent le combat jusqu'à la victoire totale le 17 avril 1975.

L'ECHEC DES PRESSIONS FACE A L'ESPRIT D'INDEPENDANCE DU KAMPUCHEA

Contraint d'accepter le fait accompli, le gouvernement français établit des relations avec le gouvernement du Kampuchéa démocratique qui ouvrit une mission en France. En même temps, les autorités françaises essayèrent de négocier l'indemnisation des sociétés françaises dont les plantations de caoutchouc avaient été nationalisées tout en espérant que le Kampuchéa ouvrirait ses portes aux intérêts français. Il leur fallut déchanter.

Il n'était pas question pour le gouvernement du Kampuchéa démocratique d'indemniser des sociétés qui avaient exploité sans vergogne les ressources en caoutchouc du pays sans aucun bénéfice pour celui-ci. Par ailleurs, dès le début, le Kampuchéa démocratique suivit une politique ferme d'indépendance nationale et de développement de son économie en comptant sur ses propres forces qui excluait le retour à l' « aide » étrangère telle que l'entendent les deux superpuissances et les pays impérialistes et qui aurait signifié un retour à la dépendance économique d'avant la Libération. Il n'acceptait donc d'établir des relations avec la France que sur un pied d'égalité totale et d'avantages réciproques.

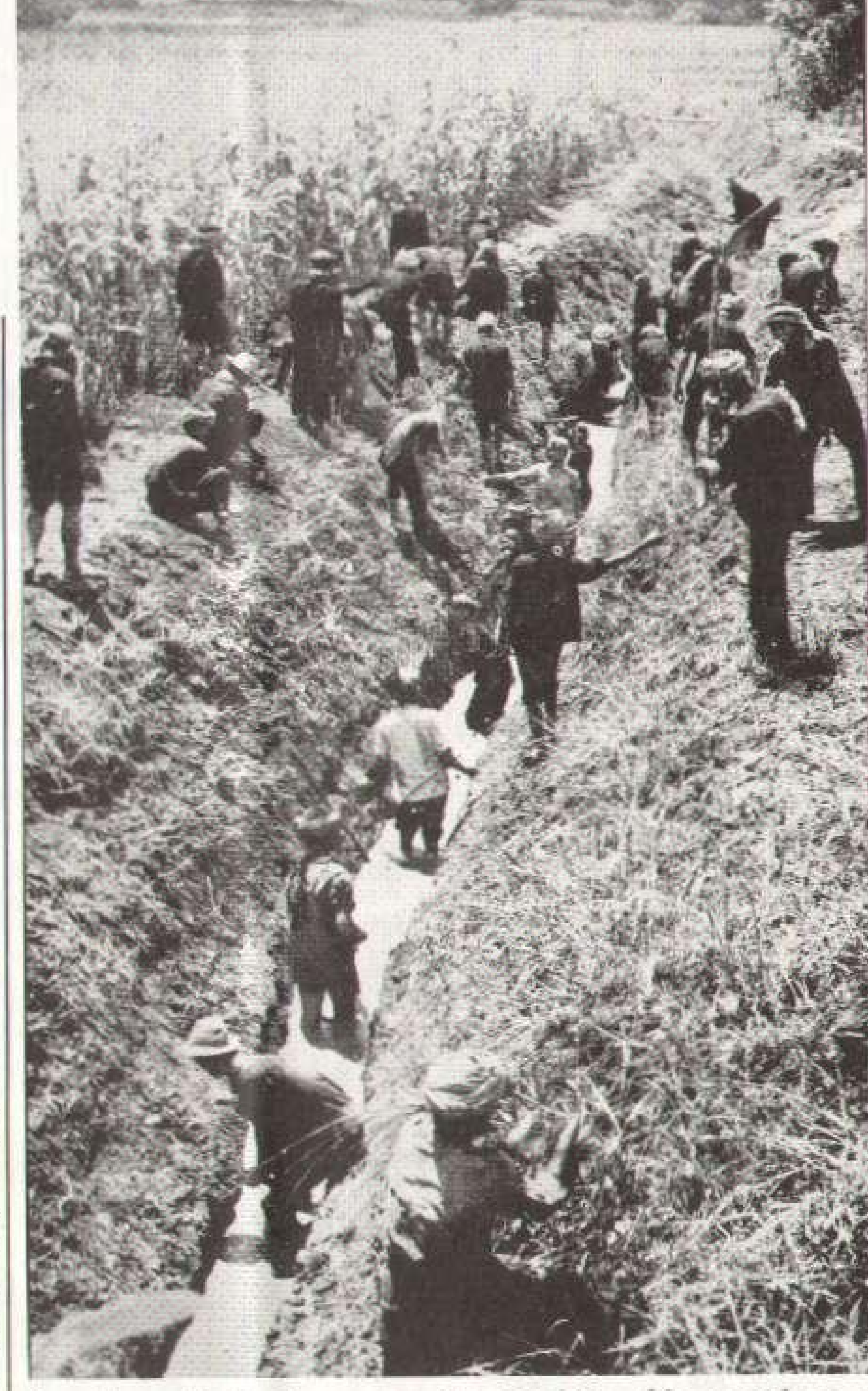
En 1975, le Vice-Premier ministre chargé des relations internationales du Kampuchéa, Ieng Sarry, déclarait que la France pourrait jouer un rôle très important dans les relations avec le Kampuchéa « *si elle est pête à respecter de façon stricte, notre indépendance et notre souveraineté nationales, notre intégrité territoriale et à ne pas s'ingérer dans nos affaires intérieures* » « *Nous voulons traiter avec la France sur un pied d'égalité et d'intérêt réciproque basé sur une amitié réelle* », ajoutait-il.

NOUVEL ECHEC ET VIEILLES CALOMNIES

La France a montré qu'elle n'était pas prête à établir des relations de ce type. Le gouvernement français encouragea ou dirigea la campagne de calomnies sur le Kampuchéa démocratique, s'ingéra dans les relations entre le Kampuchéa et ses pays voisins et, n'ayant plus aucun espoir de pouvoir s'introduire économiquement dans ce pays, rompit ses relations avec lui et ferma la mission du gouvernement du Kampuchéa démocratique en France, le 12 juillet 1976.

Depuis, la campagne de presse contre le Kampuchéa n'a jamais cessé de s'amplifier. Le très officiel bulletin quotidien édité par l'ambassade de France à Pékin, « *Nouvelles du Jour* » diffuse sans cesse des informations diffamatoires contre le gouvernement du Kampuchéa, reprend à son compte les calomnies sur les agressions du Kampuchéa contre ses pays voisins et « *informe* » sur les soi-disant massacres d'un million de personnes depuis la Libération. L'Agence France Presse, étroitement contrôlée par le gouvernement français se spécialise dans le même genre « *d'informations* » sur le Kampuchéa. Prétendre après cela que le Kampuchéa veut s'isoler du reste du monde, comme le fait la presse, tient de l'hypocrisie et du cynisme. C'est bien les pays impérialistes qui tentent, en vain, d'isoler le Kampuchéa. La France va-t-elle attendre plus de 20 ans, comme elle le fit pour la Chine, avant de reconnaitre le Kampuchéa démocratique ? Quant à nous, il nous appartient de développer toujours plus l'amitié avec ce pays qui construit le socialisme en faisant preuve du même héroïsme, du même esprit d'indépendance à toute épreuve qui fit notre admiration pendant la guerre de libération nationale et lui permit de vaincre l'énorme arsenal de guerre de l'impérialisme américain.

Pierre DELAUBE



Depuis sa Libération, le Kampuchéa démocratique a suivi une politique ferme d'indépendance nationale et de développement de son économie en comptant sur ses propres forces. Ici dans une ancienne plantation de caoutchoucs

• Tchad

Bientôt la fin d'un siècle de pillage

La colonisation française au Tchad a été relativement récente. Elle date des dernières années du 19e siècle et s'est toujours heurtée à une résistance permanente et généralisée, notamment dans le nord du pays. De nombreuses révoltes populaires furent impitoyablement noyées dans le sang : soulèvement d'Abéché en 1910 puis en 1917, à la suite duquel plus de cent personnes furent égorgées au coupe-coupe. Révoltes en 1946 à Baïbokoum, en 1949 à Bodo, en 1950 à Moundou, en 1952 à Bebalem.

L'histoire du peuple tchadien est donc celle d'une longue résistance au colonialisme et à l'impérialisme français. Cette oppression, et la lutte qu'elle engendre, ne devaient pas s'arrêter avec l'indépendance politique acquise le 11 août 1960. Le régime Tombalbaye qui se met en place se montre, en effet, très docile envers l'impérialisme français qui continue de régner en maitre absolu sur l'économie du pays.

La colère gronde devant le pillage impérialiste, l'étouffement de toutes libertés démocratiques, la corruption, les impôts, les complots et intrigues de palais. En 1963, Tombalbaye dissout l'Assemblée nationale et jette en prison tous les leaders de l'opposition. Le 16 septembre de la même année, à Fort-Lamy, une manifestation populaire est accueillie à coups de fusil par l'armée de Tombalbaye, encadrée par des officiers français. On relève près de trois cents morts ! Au peuple qui réclamait des libertés constitutionnelles, l'impérialisme français répond par une intensification de la répression, et notamment par la création des « Compagnies tchadiennes de sécurité », encadrées par les armées française et sioniste, haïes du peuple.

Tous les patriotes ayant échappé à la répression sont alors contraints à l'exil. L'un d'entre eux, Ibrahim Abatcha, responsable de l'Union nationale tchadienne, lance alors un appel pour la formation d'un front uni national

Les révoltes et les massacres se succèdent alors jusqu'à ce que se matérialise l'appel d' Abatcha : le 22 juin 1966, à Nyala (Soudan), voit la création du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat). La même année verra le début de la guérilla et les rangs des combattants ne cesseront de grossir très rapidement.

Écœurés de l'injustice, des impôts qui les saignent, de la répression qui les écrase, les jeunes paysans affluent sous la bannière du Frolinat qui recueille également l'adhésion des étudiants et intellectuels patriotes. Ce mouvement va si vite que, pendant longtemps, le Frolinat est contraint de freiner l'enrôlement des volontaires, faute de pouvoir les armer !

En 1967, le gouvernement Tombalbaye est déjà incapable de maintenir « l'ordre » à l'est et au centre du pays Un second front de lutte s'ouvre au Nord. Dans les deux-tiers du pays, l'armée tchadienne ne tient plus que les chefs-lieux et les grosses agglomérations. Les populations rurales sont d'emblée aux côtés du Frolinat et lui apportent aide et soutien.

Dès mars 1978, Fort-Lamy est pris en tenailles entre les deux armées populaires du Nord et du Sud. Le gouvernement français décide alors d'intervenir pour préserver ses privilèges menacés. Le 28 août 1968, plusieurs compagnies de parachutistes sont envoyées en grand secret au Tchad au nom d'accords qui stipulent : *« Afin de permettre à la République française d'assumer ses responsabilités dans la défense commune et à l'échelle mondiale, ... la République du Tchad reconnait aux Forces armées françaises la libre disposition des bases qui leur sont nécessaires ».*

L'armée française tue, pille, viole, rase des villages entiers mais ne peut maitriser la résistance.

Le Tchad : au cœur de l'Afrique



Le Tchad couvre une superficie de 1 284 000 km2. Il est bordé au nord par la Lybie, à l'est par le Soudan, au sud par la République centre-africaine, à l'ouest par le Cameroun, le Nigéria et le Niger. C'est l'un des pays les plus continentaux du monde. Sa capitale, N'Djaména (ex-Fort-Lamy), est à 1 500 km du port le plus proche (Douala).

Sa population s'élève à environ quatre millions d'habitants dont 1,5 million vivent à l'étrange. Les trois quarts de la population sont concentrés dans les régions sahéliennes et tropicales. 10 % seulement de la population est urbaine.

Des richesses pillées

Le peuple tchadien vit dans la misère mais son pays ne manque pas de ressources : coton (dont la culture industrielle a été imposée par le colonialisme ruinant les cultures vivrières), viande, cuir, pétrole, bauxite, wolfram et uranium dont l'exploitation remplit encore principalement les poches des monopoles français.

Le 14 avril 1969, le corps expéditionnaire français est envoyé au Tchad et la France prend directement en main la réforme administrative du pays. Un Français, le commandant Gourvennec, est responsable des services de sécurité tchadiens. Sous prétexte de « pacification », le pays est mis à feu et à sang. Mais la lutte de libération devient désormais l'affaire de tout le peuple. Les pertes françaises ne peuvent plus être dissimulées à l'opinion publique qui commence à se sensibiliser à cette question.

Toute une série de tentatives politiques se développent alors : faux mouvements de libération, suscités pour essayer d'étouffer le Frolinat, recherche d'une troisième force politique, etc.

La lutte armée populaire n'a cessé de progresser.

C'est dans ce contexte qu'éclate « l'affaire Claustre ». Chef d'un fictif mouvement de libération réfugié dans le Tibesti, Hissene Habre capture quatre Européens, dont Françoise Claustre, épouse du directeur de la Mission de réforme administrative au Tchad et manifestement en accointance avec les services d'espionnage français. Cherchant son simple intérêt personnel, l'acte d'Habre conduit à un aigrissement des rapports déjà tendus entre la bourgeoisie impérialiste française et Tombalbaye. Celui-ci est assassiné par un coup d'Etat militaire, le 13 avril 1975. Le gouvernement Malloum qui lui succède poursuit une politique hésitante : il réclame le renvoi du corps expéditionnaire français, mais d'une partie seulement, parle de « réconciliation nationale », mais sans matérialiser cette volonté : les prisonniers politiques du Frolinat sont tous mystérieusement massacrés dans leurs cellules au lendemain du coup d'État.

Depuis la lutte armée populaire n'a cessé de progresser, les trois quarts du territoire sont maintenant sous contrôle du Frolinat.

Ce nouveau rapport de force a contraint le gouvernement Malloum à accepter des négociations politiques avec la médiation du Niger et de la Lybie. Le 27 mars 1978 étaient signés avec le Frolinat les accords de Sebha prévoyant, le 7 juin prochain, l'ouverture de négociations en vue de parvenir à un gouvernement d'Union nationale et un accord de cessez-le-feu immédiat. Déjà de nombreux pays africains se réjouissaient de cette issue. Mais l'impérialisme français ne l'entendait pas ainsi. Prenant prétexte de mouvements de troupes du Frolinat, l'armée française a lancé de nouvelles attaques contre des centres tenus par le Frolinat, entraînant une recrudescence des combats. Restant sourd à l'exigence du Frolinat d'évacuation immédiate des troupes françaises de tout le territoire, le gouvernement Malloum ouvre de nouveau ses portes à une présence accrue de l'armée française dont les Jaguars et les blindés sont à nouveau utilisés contre le peuple tchadien.

L'armée française, malgré les déclarations de Giscard tue et torture. Ici, l'interrogatoire d'un prisonnier



Après avoir affirmé impudemment que la présence militaire française visait seulement *« à assurer à titre de précaution la sécurité de ceux qui vivent et coopèrent dans le pays ».* Giscard est contraint de reconnaitre officiellement l'accélération de l'intervention militaire française au Tchad.

Ce nouveau crime de l'impérialisme français doit cesser immédiatement et le peuple tchadien doit être enfin libre et indépendant pour assumer lui-même son destin.

Annie BRUNEL

La grève des hospitaliers Quelle forme de lutte ? Quel soutien ?



La lutte des hospitaliers a gagné en ampleur au cours des deux mois qui viennent de s'écouler. Dans cette lutte, les hôpitaux du centre de la France sont particulièrement actifs, et cela, on a pu le vérifier au cours de la manifestation-promenade du 11 avril devant le ministère de la Santé à Paris. Il y avait de l'eau dans le gaz avec les dirigeants fédéraux CGT et CFDT.

Yves LEPIC

Cette grève est une des plus importantes qui ont eu lieu dans le secteur hospitalier tant au niveau de la participation que de la durée. Certains hôpitaux comme à Orléans, entament leur 3e mois de grève.

Les revendications

Dans les hôpitaux, il y a un mal chronique : le *manque d'effectifs*. Tous les hôpitaux tournent avec le minimum de personnel. Les élèves-infirmières et infirmiers viennent boucher les trous et ne sont pas rémunérés.

De plus, la pratique systématique de *l'embauche de personnel temporaire* se développe. *Les hospitaliers exigent leur embauche définitive.* Il y a aussi *le problème des 13 heures* qui sont une prime hiérarchisée de l'ASH à la surveillante attribuée à Paris mais pas en province. Cette prime correspond au paiement des 3 h 30 par semaine non- effectuées suite à l'obtention des 40 heures par semaine.

Bien sûr, il y a d'autres revendications locales spécifiques à chaque hôpital.

Les problèmes des grévistes

Pour aborder cette question, nous laisserons la parole à la cellule Olga Bancic, des hospitaliers Du Parti communiste marxiste-léniniste de France à Orléans.

« ...Au travers de la grève, à Orléans, nous constatons que l'unité de tous, soignants et non-soignants se fait sur les revendications suivantes : sur les effectifs, sur la titularisation des temporaires et sur des revendications comme les treize heures. Cela montre que nous en avons tous assez de travailler dans des conditions déplorables, nous en avons tous assez de subir la politique du gouvernement qui veut nous faire payer sa crise. Cette unité doit servir de base à notre lutte, cette unité nous devons la solidifier en prenant tous part au combat car c'est seulement TOUS UNIS A LA BASE, DANS LES SERVICES, *que la lutte pourra être victorieuse.*

En effet, nous constatons qu'il existe un *décalage important entre l'adhésion massive de tous les hospitaliers aux revendications avancées et leur participation à la grève.* Cette réalité, il ne faut pas la nier mais au contraire rechercher les causes, les analyser afin de pouvoir y remédier pour aujourd'hui et pour demain.

» D'autre part, nous constatons que les fédérations, les confédérations syndicales (niveau national), les unions locales CGT et CFDT n'ont pas joué leur rôle dans notre grève. Elles ont freiné le développement de notre mouvement.

Ces structures syndicales sont faites pour servir les luttes des travailleurs. Cela, en les popularisant, en les soutenant concrètement et en les coordonnant. Ce qui permet de développer la solidarité de tous les travailleurs contre leur même ennemi : le patronat et le gouvernement au service de la bourgeoisie. Plus forts nous sommes alors et plus les directions sont obligées de céder sur nos revendications.

» Quels sont les faits qui nous permettent d'avancer un tel point de vue ?

En premier lieu, par rapport à la *popularisation de votre grève* : les unions locales CGT et CFDT, n'ont pas entamé de campagne offensive dans toutes leurs sections syndicales. En effet, pour ce qui est de la CFDT, les travailleurs des autres sections, et encore une minorité, n' ont été informés de notre soirée de soutien à la MJC Saint Marceau qu'un ou deux jours avant par le journal LUTTER de l'UIS. En se référant au nombre restreint de travailleurs présents à la manifestation inter-professionnelle de soutien à notre lutte, nous nous posons des questions quant à l'impulsion que les unions locales ont pu faire dans leurs sections.

En second lieu, par rapport au *soutien concret qu'elles nous ont apporté :*

Combien de collectes ont-elles organisé dans les entreprises depuis que l'assemblée générale a voté la création d'un fond de grève ? Bien peu, sinon aucune jusqu'à ce jour. Et cela, malgré l'engagement qu'elles avaient pris à l'assemblée générale. Le 18 avril, l'assemblée générale a voté la proposition d'unir les chômeurs à notre lutte. Cela parce que la direction prétexte un néant de la demande d'embauche sur la question des effectifs. Des démarches ont été faites à l'UL CGT et à l'UIS. Seule l'UL CGT serait en lien avec un comité de chômeurs. Mais depuis le 13 avril, sous des prétextes bien légers, l'UL n'a donné aucune réponse à notre demande.

Et par rapport à la coordination *des luttes* : l'exemple le plus révélateur concerne plus particulièrement les fédérations. C'est la journée nationale du 11 avril ; aucune mobilisation, en particulier dans les hôpitaux de la région parisienne, n'avait été faite. La région Centre était bien seule devant le ministère de la Santé et en plus bien trop combative pour les représentants de la fédé qui ont stoppé l'initiative d'une manifestation.

De plus, aucune perspective concrète n'a pu être faite à cette occasion puisque la masse des hospitaliers était absente. Ce fut l'occasion pour les hospitaliers du CHR d'Orléans de démasquer dans la pratique le sens des belles paroles des fédérations. Depuis le début de la grève les hospitaliers ont affirmé la nécessité d'une véritable coordination des luttes, qu'en est-il ? Des coordinations nationales, régionales ont eu lieu mais sans que les travailleurs aient pu s'exprimer sur leurs désirs. Ainsi des initiatives ont été prises sans leur accord (la journée du 28 avril par exemple).



Une des manifestations à Orléans.



A Paris, comme en province, le manque d'effectifs, l'emploi d'intérimaires, les mauvaises conditions de travail sont particulièrement ressentis.

Soutenez les hospitaliers

La lutte des hospitaliers concerne tous les travailleurs. C'est pourquoi nous estimons qu'une très grande solidarité doit se manifester envers les travailleurs de la Santé.

La santé, c'est l'affaire de tous. Si les travailleurs de la santé sont assez nombreux à travailler et ont de bonnes conditions de travail, assez de matériel de soin, c'est la sécurité des malades qui sera mieux garantie. Ainsi, l'unité soignants-soignantes sera renforcée et on verra moins souvent malades et soignants s'invectiver au plus grand bénéfice du patron et du ministre, Mme Veil.

Partout où les hospitaliers sont en grève, allez les voir, allez les soutenir, allez vous informer. C'est déjà une grande forme de soutien. Et dans les syndicats, informez vos camarades, envoyez des messages de solidarité et faites des collectes de soutien (uniquement si les hospitaliers le demandent).

20 000 travailleurs ne veulent pas couler avec Terrin

Le groupe Terrin est le premier dans la réparation navale en France. Il regroupe 4 100 personnes ; avec les entreprises de sous-traitance cela fait plus de 9 000 personnes. Or, le moins que l'on puisse dire, c'est que Terrin ne se porte pas bien. Quel va être le sort des travailleurs ? Ce nous semble être la grosse question.

Le mercredi 19 avril, Bojin, directeur général du groupe Terrin et président du directoire de la Société provençale des ateliers Terrin (SPAT, la principale usine du groupe avec 1 500 personnes), donnait sa démission. Elle sera reportée au 8 mai et un nouveau directeur général sera nommé, V. Giraud.

L'origine de la crise

La réparation navale appartient à la catégorie de ce que les capitalistes appellent les « canards boiteux ». L'entreprise n'est plus rentable, il faut restructurer. Ainsi, un premier projet de plan en trois points, appelé mémorandum a été soumis au Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles (CIASI).

Sont mises en avant les difficultés financières. *« Les dernières prévisions de trésorerie montrent que le disponible passe au-dessous de la limite même de sécurité au cours du mois d'avril. Ce qui indique que la cessation de paiement risque d'intervenir à tout moment ».*

Qui fera les frais ?

Pour les patrons, il faut rétablir l'équilibre d'exploitation, ce qui veut dire : réduction des effectifs de production de la SPAT de 1 552 ouvriers à 1 057 ; arrêt des travaux de constructions neuves de la SPAT qui, d'après les capitalistes ne peuvent être rentabilisés (15 millions de déficit). Ce déficit viendrait des salaires horaires plus élevés que ceux de la métallurgie, après poursuite de la compression des « coûts de structures » de la SPAT d'environ 40 %, ce qui revient à licencier 200 personnes de plus.

Pour éloigner le spectre de la faillite, *« un financement-relais est indispensable Il est évalué à 25 millions de francs ».*

La situation depuis le 19 avril

Aussitôt ce premier projet de plan connu, 2 500 travailleurs ont débrayé et ont tenu une assemblée générale. Il apparait de plus en plus que c'est tout le groupe Terrin qui va sombrer. D'autant plus que le gouvernement refuse ce projet, le jugeant trop onéreux en subventions.

Le mercredi 26 avril, grève à Marseille dans la réparation navale à l'appel de la CGT et de la CGC.

Le jeudi 27 avril, la direction annonçait qu'elle ne pouvait payer la totalité des salaires d'avril. Suite à cette décision, 1 000 ouvriers occupent la principale usine de la SPAT (Mourepianne sur le littoral Nord de Marseille).

Vendredi 28 avril, d'autres entreprises étaient occupées. Le 2 mai, on en comptait 13 en tout.

Mercredi 3 mai, 1 400 ouvriers des ateliers Terrin sont montés à Paris pour manifester

3 500 réparateurs de navires manifestent sur la Canebière à Marseille.





Discussions sur un chantier de réparations navales

Les dernières décisions patronales

Samedi 29 avril les patrons déposaient une déclaration de cessation de paiements. Dés lors, deux solutions s'offraient aux patrons : liquidation de biens, ce qui signifie la disparition de 10 000 salariés ou bien règlement judiciaire ce qui signifie un peu moins de licenciements. C'est le règlement judiciaire qui a été choisi. Trois sociétés ont été créées et ont trois mois pour faire leurs preuves, sinon, ce sera la fermeture pure et simple. Ceci est le plan définitif adopté avec le consentement tacite du gouvernement.
et

A La Ciotat

Les chantiers navals de La Ciotat (majoritaires chez Terrin) ont décidé de réduire les horaires à 40 heures à partir du 2 mai avec diminution de salaire, 34 heures en juin pour certains ateliers, au 1er octobre licenciements prévus à La Ciotat.

La lutte s'est développée depuis le 13 avril à Marseille et la région et les directions syndicales sont obligées de suivre le mouvement à bien des égards mais leur plan de restructuration est quasiment le même que celui des patrons : pour sauver l'entreprise, licencions et mettons en retraite anticipée.

C'est donc une lutte qu'il faut soutenir : contre les licenciements, contre la crise, contre le plan Barre III et Giscard.

C'est donc une lutte importante pour toute la région marseillaise car plus de 20 000 travailleurs de la navale sont concernés par le plan de restructuration qui vise à créer une seule zone de chantiers de réparation navale à Marseille-La Ciotat.

YL

La CGT doit quitter la FSM

De profonds bouleversements ont eu lieu au 9e congrès de la Fédération syndicale mondiale (FSM). Gensous, membre de la CGT, n'a pas été représenté au Secrétariat général, René Duhamel a rencontré des représentants de la « Charte des 77 », là-bas à Prague en Tchécoslovaquie occupée.

Ce sont des événements d'importance qu'on aurait tort de sous-estimer, de minimiser. Certes cela ne signifie nullement que la ligne défendue par Séguy et Cie ait changé, qu'ils remettent en cause un prosoviétisme avoué.

Alors que la CGT a été membre fondatrice de la FSM, qu'elle a toujours eu le secrétariat général, la démission de ce poste témoigne du fait que la direction CGT est obligée, tactiquement, de tenir compte du courant de masse qui dénonce de plus en plus vigoureusement ce qui se passe réellement dans les pays de l'Est et qui ne s'appelle pas socialisme mais capitalisme, dictature du prolétariat mais fascisme.

Priver les ouvriers d'emploi, les enfermer dans des camps, des asiles psychiatriques, les torturer moralement et physiquement, expulser, dénationaliser (comme Rostropovitch), exercer une surveillance policière de tous les instants, utiliser le parti et le syndicat pour renforcer cette oppression c'est bien du fascisme.

Obligée devant l'opinion publique à faire de grandes déclarations, la direction de la CGT n'en continue pas moins d'être membre de la FSM, à parler de pays socialistes pour parler des pays de l'Est, à défendre la prétendue détente de Bréjnev.

Ainsi l'information sur la réalité de la situation dans les pays de l'Est doit s'accroître dans les entreprises, les sections syndicales CGT. Aussi la lutte pour que la CGT quitte la FSM doit s'accentuer.

La défense et la popularisation du grand et juste combat que mènent nos frères de classe, les ouvriers soviétiques et des autres pays de l'Est doit s'élargir et s'approfondir, gagner toute la classe ouvrière de notre pays. Faire connaître les objectifs et la plate-forme du *« syndicat libre »* des ouvriers soviétiques est aussi une manière de briser le mur du silence qui continue d'entourer la lutte des ouvriers des pays de l'Est.

La qualité politique des statuts est indéniable et constitue une magnifique preuve de l'esprit héroïque de la classe ouvrière soviétique que jamais Brejnev et ses sbires n'arriveront à étouffer. Il nous faut redoubler d'efforts pour réaliser dans la lutte quotidienne l'unité de classe de la classe ouvrière pour la défense des ouvriers et autres couches du peuple touchés par le fascisme dans les pays de l'Est.

Yves LEPIC

• Flamanville

Partie remise

A la suite de la lutte des agriculteurs du département de la Manche et du comité régional antinucléaire, opposés à la construction de la centrale nucléaire de Flamanville, le tribunal administratif de Caen a décidé de retarder la construction de la centrale nucléaire. Le tribunal a relevé un certain nombre d'irrégularités dans la manière dont a été obtenu le permis de construire de la centrale. Alors, en effet, que la déclaration d'utilité publique de la centrale datait du 26 décembre 1977, le permis de construire avait été obtenu 4 jours après le 30 décembre.

Le tribunal a estimé, à ce sujet, qu'« *on aurait pu espérer moins de hâte, mais plus d'honnêteté intellectuelle* ». Le tribunal a indiqué que certaines irrégularités constituaient « *une raison sérieuse pour envisager l'annulation du permis de construire* ».

C'est la première fois qu'un jugement favorable aux associations qui luttent contre l'implantation de centrales nucléaires est prononcé en France.

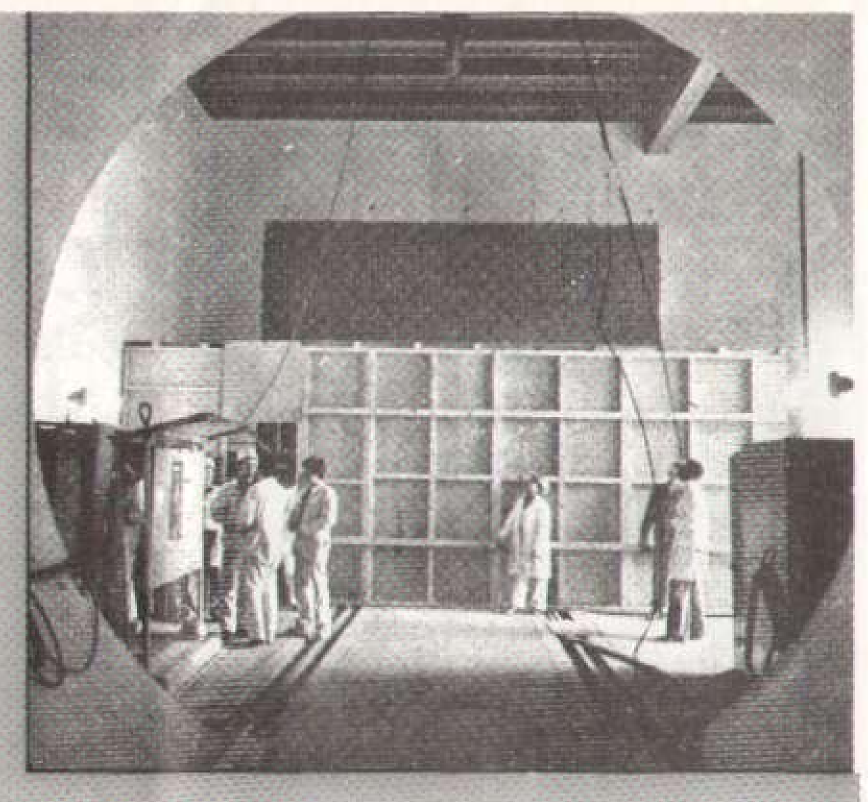
• Aix-en-Provence

Trois violeurs condamnés

La cour d'assises d'Aix-en-Provence a condamné le 3 mai trois violeurs à six et quatre ans de prison. Ces individus avaient violé, dans la nuit du 21 au 22 août 1974, Anne-Marie Tougiet et Aracelli Castellano, deux jeunes femmes belges alors âgées de 24 et 20 ans.

En obtenant, en septembre 1975, que le tribunal correctionnel de Marseille qui devait juger initialement l'affaire soit déclaré incompétent au profit du tribunal d'assises d'Aix, les avocates des deux jeunes femmes, Gisèle Halimi et Agnès Fichot, ont, par là, criminalisé l'affaire et ont réussi à faire considérer par la justice le viol comme un crime.

Durant les deux jours du procès, plusieurs centaines de femmes, et aussi d'hommes, ont manifesté à Aix contre le viol.



• Bayonne

Libérez les Basques emprisonnés !

Six-cents personnes environ ont manifesté, en fin d'après-midi, devant la prison de Bayonne pour réclamer la libération de deux détenus.

Après avoir assisté à un spectacle basque sur la place Saint-André, les manifestants se sont rendus en cortège devant la porte de la prison qu'ils ont couverte d'affiches réclamant la libération de Xan, militant basque français, et Alberto, militant basque espagnol, détenus dans le cadre d'une enquête concernant les activités de l'organisation nationaliste basque « ETA ». Scandant des slogans, les manifestants ont hissé un drapeau basque au-dessus des murs de la prison. Ils ont ensuite regagné en cortège la place Saint-André où la manifestation a pris fin.

• Football

Des transferts... par millions

En RFA, alors que le championnat de football est terminé, les affaires continuent de plus belle. La fin de la saison amorce le début de celle des transferts. Cette année, pas moins de onze millions de marks (24 millions de francs) vont transiter entre les différents clubs du pays, et entre ces derniers et des clubs étrangers.

Le « Bayern de Munich » a « acheté » le joueur Paul Breitner pour la somme de quatre millions de francs, et le Hollandais Marten Jol pour 1,4 million de francs.

Quant à Manfred Kaltz, autre international, le club du Schalke a offert plus de deux millions de francs au SV-Hambourg pour son transfert.

De nombreux autres transferts auront lieu dont le montant varie entre un et deux millions de francs. Parallèlement à cette débauche d'argent, plusieurs clubs sont fortement déficitaires.

Le football professionnel fait bon ménage avec les affaires. C'est le moins que l'on puisse dire.

Cité de transit de St-Denis

Ça a brûlé comme à Pailleron



Dans cette cité, (Sonacotra), vivaient trente quatre familles portugaises qui ont tout perdu. Deux incendies ont éclaté il y a quelques jours, à la cité de transit de Saint-Denis. Le premier a fait neuf blessés. Une femme qui avait sauté du troisième étage dans le vide est entre la vie et la mort. Cette cité constitue un défi à la sécurité. Elle est construite sur une charpente métallique. Les murs extérieurs sont faits de panneaux de polystyrène recouverts de panneaux de plâtre. Tout l'intérieur (escaliers, cloisons, plancher, plafond) est en bois. Il y a trois ans, trois enfants étaient morts déjà dans un incendie. Depuis, aucune amélioration n'a été apportée. Il est à noter que la municipalité de Saint-Denis est PCF. Jusqu'à présent, celle-ci refuse de reloger les familles dans la commune.

Nous avons discuté avec des résidents du foyer Floréal à Saint-Denis où une action a été menée pour le respect des normes de sécurité.

Au foyer Floréal, les résidents ont été amenés à s'occuper des questions de sécurité à partir d'incidents ayant révélé l'insuffisance de la sécurité.

Rien de prévu pour l'évacuation rapide

Il y a plusieurs mois, un incendie a éclaté et quand il a fallu évacuer rapidement le foyer, les résidents se sont aperçus des difficultés à le faire.

Tout d'abord, il n'y a pas d'escalier extérieur d'évacuation. Les résidents disent qu'en cas d'incendie sérieux, il y aurait inévitablement des morts en l'absence d'un tel escalier. Faute de moyens d'évacuation, et saisis par la peur, des locataires auront la tentation de se jeter dans le vide pour échapper aux flammes. Autre exemple : cet hiver, au moment où le Polisario détenait des Français, un commando d'extrême-droite a essayé de faire un sale coup au foyer. Les résidents en alerte depuis l'attentat de Strasbourg ont repéré ces gens tout de suite. Il était 8 h du soir et la salle de télévision était comble. Il a fallu l'évacuer en vitesse pour prévenir tout incident. L'évacuation a été rendue très difficile parce que les portes de secours étaient soit bloquées, soit ouvraient dans le mauvais sens (vers l'intérieur, en les tirant).

Il y a eu plusieurs blessés ce soir-là car plusieurs résidents qui étaient tombés se sont fait marcher dessus. Dans toutes les salles collectives, les portes de secours étaient en mauvais état de fonctionnement et les résidents ont réussi à les faire changer pour qu'elles s'ouvrent dorénavant correctement.

Après ces incidents, les résidents ont fait faire un rapport sur la sécurité à un groupe d'architectes. Ce rapport a conclu que la sécurité au foyer Floréal n'était pas assurée dans de bonnes conditions. Ce rapport a été transmis à l'avocat des résidents. L'avocat a demandé une expertise qui est en cours. Les résidents ont dû payer 3 000 F pour cette expertise.

Une surpopulation dangereuse

Une autre constatation faite par les résidents est que le foyer qui a été habité à partir de 1971 a été construit d'après des plans de 1958 qui ne tiennent pas compte des obligations intervenues depuis concernant les normes de sécurité. Un exemple : au moment où le foyer a été construit, la loi imposait pour les chambres une surface de 8 à 11 m 2. Or, au foyer, la surface de chaque chambre est de 6 mètres carrés, comme ce qui était prévu en 1958. Ceci est non seulement nuisible à une vie normale car le le manque de place, d'air est évident, mais cela conduit aussi à une surpopulation des foyers. En cas d'incendie, par exemple, cette surpopulation risque d'accroître les risques et le nombre de victimes éventuelles.

Normalement, il devrait y avoir dans le foyer Floréal 150 locataires. Or, par la réduction de la surface des chambres, 312 locataires y logent.

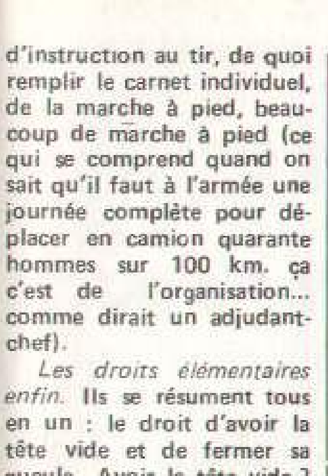
Dans des foyers conçus pour des familles, la Sonacotra a divisé les appartements en dix chambres pour célibataires, séparées par des cloisons en contreplaqué.

Les pompiers ne peuvent pas placer la grande échelle

Quand les pompiers sont venus au foyer, il s'est avéré qu'en cas d'incendie, ils ne pouvaient utiliser leur grande échelle, car l'entrée du foyer qui conduit aussi aux caves est constituée d'un plan fortement incliné sur lequel un véhicule ne peut avoir aucune stabilité car il glisse.

Casernes

Les justes aspirations des soldats



Depuis quelques semaines, ça bouge à nouveau dans les casernes. Une pétition pour la gratuité des transports en commun et pour la déduction de la durée des voyages du temps de permission a recueilli plus de 1 500 signatures, d'autres mouvements se sont faits jour pour réclamer la reconnaissance de droit à des permissions régulières et l'amélioration de la condition de soldat.

Depuis l'« Appel des cents », à Draguignan, et l'affaire des comités de soldats, on avait assez peu entendu parler de l'agitation dans les casernes. La situation n'a pourtant pas changé, tant au niveau des conditions de sécurité, de la quasi-nullité de l'instruction militaire, que des droits élémentaires.

Les conditions de vie, c'est toujours le parcage, le plus souvent à plusieurs centaines de kilomètres de chez soi, avec 240 F en poche pour le mois. Avec ça, on va loin ; une fois payé le train pour rentrer chez soi, même avec 75 % de réduction, (ça fait d'autant plus cher qu'on est plus loin,) que reste-t-il ? Une séance de cinéma en ville de temps en temps et il ne reste que la « saine » possibilité de vider des canettes, « la boisson nationale » de l'armée française.

Les permissions ? Mais bien sûr, toutes les semaines si vous voulez ! Sauf évidemment si vous êtes de garde, si vous êtes piqués, si vous êtes en manœuvres, si la chambre ne brille pas assez lors de la revue, si vous vous êtes fait remarquer pendant la semaine, si vous n'avez pas bien salué tous les gradés, si, si, si...

La tenue ? Oh ! Elle est définie par le règlement de discipline générale : une coupe de cheveux assez courte mais décente, le port de la barbe (pas trop longue) à volonté. Un autre article du même règlement précise, toutefois, que ces mesures sont *« à la disposition du chef de corps »*, ce qui revient à dire qu'un colonel peut très bien imposer la coupe dégradée« *para* » et proscrire toute barbe et ils ne s'en privent pas. Quant aux chaussures, on passe certainement beaucoup plus de temps à les astiquer qu'à tirer au fusil.

Les conditions de sécurité ? Un exemple les réunit toutes. Il est tiré du journal du comité de soldats du 7e BCA de Bourg-Saint-Maurice : *« Le pas de tir était installé dans la coulée d'une avalanche, sous une falaise. On ne voyait donc pas les endroits d'où elles se déclenchaient. Les tireurs FR 1 étaient notamment très exposés, situés assez haut dans la coulée, loin de tout abri. Avec le redoux et le bruit des tirs répercutés dans la vallée encaissée, ce qui devait arriver arriva, il y eut une avalanche de neige et de pierres ; scènes de panique, sauvez le maximum d'armes, hurlait l'adjudant. Fusils chargés jetés en l'air... ».*

Heureusement, la coulée s'est arrêtée juste au-dessus des chasseurs, heureusement, car il n'y avait pas le moindre matériel, sonde ou pelle. Le lendemain, ils retournaient avec le reste de la compagnie tirer au même endroit, alors que le soleil tapait de plus belle.

L'instruction militaire ? Qu'en dire si ce n'est qu'elle est quasi nulle. Un simulacre d'instruction au tir, de quoi remplir le carnet individuel, de la marche à pied, beaucoup de marche à pied (ce qui se comprend quand on sait qu'il faut à l'armée une journée complète pour déplacer en camion quarante hommes sur 100 km. ça c'est de l'organisation... comme dirait un adjudant-chef).

Les droits élémentaires enfin. Ils se résument tous en un : le droit d'avoir la tête vide et de fermer sa gueule. Avoir la tête vide ? Après une journée d'abrutissement collectif, de marche au pas pendant des heures *(Garde à vous ! Repos...)* au rythme de chansons colonialistes et fascisantes, après une journée d'inactivité totale (mais ordonnée) ou, au contraire, le lendemain d'exercices répétés à la limite du surmenage. Quant à fermer sa gueule, même si la trique est toujours là sous la forme de chantage aux permissions et au déplacement, ça devient de plus en plus dur. Les 150 comités de soldats dont la Sécurité militaire n'a pu venir à bout et qui s'organisent chaque jour, non pas sur une base antimilitariste, mais pour demander qu'on arrête de perdre son temps, des conditions de vie décentes, les libertés fondamentales pour les soldats, sont là pour le montrer.

Des revendications pressantes

Parmi les revendications qui reviennent le plus souvent chez les appelés et qui sont le plus justifiées ont relève notamment (cette liste n'est pas limitative).

— Transport gratuit pour les appelés sur l'ensemble du réseau SNCF.
— Décompte des temps de transport de la durée des permissions.
— Affectation dans le département ou dans un département limitrophe.
— Permissions régulières et intouchables.
— Substantielle revalorisation de la solde (1 000 F).
— Reconnaissance des droits d'expression, de réunion, d'organisation.
— Liberté de la presse.
— Dissolution du tribunal spécial des TPFA (Allemagne).
— Instruction et entrainement militaire effectif et réparti tout au long du service.
— Non à l'utilisation des appelés comme briseurs de grève.

OAS contre RAS

Choqué qu'il a été le général de la 1ère région militaire après la diffusion récente du film de Boisset sur la guerre d'Algérie, « RAS ». Ce *« film est une insulte à l'armée française et à tous ses soldats ».* Il faut dire que le film, intéressant d'ailleurs, montre certains aspects du *« brillant comportement »* de l'armée française. Et aussitôt notre général de faire réunir tous les appelés de la 1ère RM. Pour leur faire dire que leurs officiers se tiennent à leur disposition pour leur expliquer ce que fut « vraiment la guerre d'Algérie ». Voilà qui promet de très intéressantes discussions au moment même de l'envoi de troupes colonialistes au Tchad. Il est fou ce général...

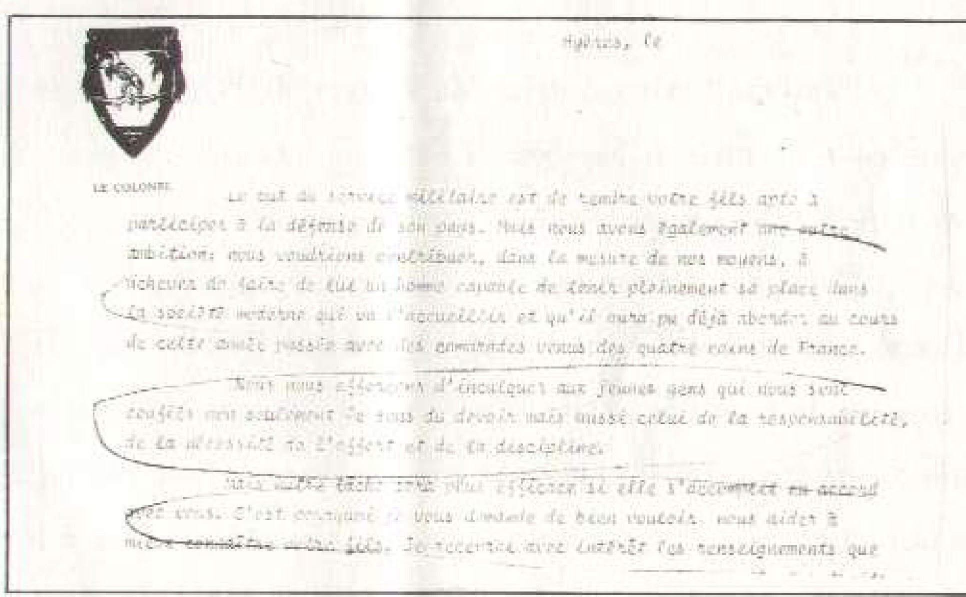
Rouen Brest

Répression

A la suite de la publication des 1 500 signataires, la Sécurité militaire s'est agitée. En particulier à Rouen, au 39e RI, cinq soldats ont été arrêtés. L'un d'eux a été par la suite muté à Brives, à plus de 1 000 km de chez lui. Une manière comme une autre d'exercer une répression « légale » sans en avoir l'air. Le déplacement n'est en effet pas une sanction disciplinaire (il faudrait un motif), c'est une simple décision administrative « *Pour raison de service* »...

A Brest, six soldats employés au nettoyage de la marée noire ont été mis aux arrêts de rigueur parce qu'ils avaient posé des revendications (notamment la gratuité des transports SNCF).

Extrait d'une lettre envoyée aux parents des appelés pendant leurs classes, dans les régiments d'artillerie.



Hyères, le

LE COLONEL

Le but du service militaire est de rendre votre fils apte à participer à la défense de son pays. Mais nous avons également une autre ambition : nous voudrions contribuer, dans la mesure de nos moyens, à achever de faire de lui un homme capable de tenir pleinement sa place dans la société moderne qui va l'accueillir et qu'il aura pu déjà aborder au cours de cette année passée avec des camarades venus des quatre coins de France.

Nous nous efforçons d'inculquer aux jeunes gens qui nous sont confiés non seulement le sens du devoir mais aussi celui de la responsabilité, de la nécessité de l'effort et de la discipline.

Notre tâche sera plus efficace si elle s'accomplit en accord avec vous. C'est pourquoi je vous demande de bien vouloir nous aider à mieux connaître votre fils. Je recevrai avec intérêt les renseignements que

L'instruction militaire, une exception dans les casernes.



LE TOME 5 DES OEUVRES CHOISIES DE MAO-TSE-TOUNG

En 1949 triomphe en Chine la Révolution de démocratie nouvelle. Une nouvelle étape historique commence pour le peuple chinois : celle de la dictature du prolétariat, l'édification du socialisme et la transition vers la société communiste sans classe. Démocratie la plus large pour le peuple, l'État socialiste exerce sa dictature envers des éléments contre-révolutionnaires invétérés. Dès 1950, Mao Tsé-toung donne toute une série de directives pour la répression de la contre-révolution.

«Dans la répression de la contre révolution, il faut frapper avec sûreté, précision et sévérité» (1951)

«Dans vingt et un districts du Hounan de l'Ouest ont été exécutés un certain nombre de chefs de bandits, de despotes locaux et d'agents secrets, et on compte en faire fusiller encore d'autres par les autorités locales J'estime que cette mesure est absolument nécessaire. C'est seulement ainsi que nous pourrons rabattre l'arrogance de l'ennemi et rehausser le moral du peuple. Si nous sommes faibles irrésolus, tolérants et indulgents à l'égard des criminels, le peuple en pâtira et nous nous trouverons coupés des masses. Frapper avec sûreté, c'est porter attention à la tactique. Frapper avec précision, c'est ne pas tuer à tort. Frapper avec sévérité, c'est exécuter absolument tous les éléments réactionnaires qui méritent la peine de mort (évidemment, il ne s'agit pas d'exécuter ceux qui ne le méritent pas).»

A LIRE ÉGALEMENT SUR LA QUESTION :

* La ligne de masse du parti doit être appliquée dans la répression de la contre révolution.
* Principes politiques pour notre travail au Tibet.
* Sur le projet de constitution de la République populaire de Chine.
* Luttons pour édifier un grand État socialiste.
* De la juste solution des contradictions au sein du peuple.

568 pages, l'exemplaire : 20 F

Demandez-le à votre libraire habituel ou par correspondance à : E-100 - 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris Tél : 202 87 05 (Ajoutez 3 F au prix indiqué pour participation aux frais de port).

La barricade du point du jour

Un film de fiction sur la Commune de Paris, première expérience de dictature du Prolétariat ce n'est pas chose courante, c'est pourtant ce que vient de faire René Richon, qui fut co-scénariste de l'« Affiche rouge ». Il s'agit de la « Barricade du Point du jour ». Un film qui n'est pas destiné à l'intimité parisienne des petites salles du quartier latin. Et c'est une bonne chose.



Le peuple auteur de sa propre histoire.

Il ne s'agit pas là de notre part d'une adhésion totale au film, bien au contraire. Bien sûr, il y a des critiques à faire.

Pourquoi choisir le jour de la défaite ?

Pourquoi choisir la période de la Semaine sanglante pour montrer la Commune, c'est-à-dire montrer la défaite ? Ce qui conduit à laisser dans l'ombre tout ce qu'il avait de neuf, de révolutionnaire et d'impérissable dans ce pouvoir des ouvriers établi par la force des armes. Critiquable aussi l'image donnée par cette barricade qui tombe à l'improviste entre les mains des troupes de Versailles ; quand on sait que c'est maison par maison, mètre par mètre, que les Versaillais durent avancer pour reconquérir Paris. Où est l'héroïsme des communards et la bataille à mort qui se livrait entre prolétariat et bourgeoisie ? Cette bourgeoisie versaillaise qui voulut noyer dans un flot de sang le drapeau de la Révolution sociale.

Il faut ajouter à ces critiques celles de certaines séquences déplaisantes comme ce premier plan sur un Dombrowsky pleurnichant dans la solitude d'une église.

Un film sympathique

Cela dit, c'est un film sympathique. Et en premier lieu, parce qu'il nous montre le peuple auteur de sa propre histoire. Un peuple réel composé de simples gens, qui avec leurs vies, leurs sentiments, leurs niveaux de conscience différents, leurs contradictions-mêmes, écrivent ensemble une des pages les plus glorieuses de la lutte pour l'émancipation des travailleurs. Dans cette lutte, la classe ouvrière sous les traits de l'ouvrier Mardrou, qui dirige la barricade, c'est le prolétariat qui s'éveille à la conscience socialiste, c'est lui qui, montrant ses fortes mains rétorque au journaliste défenseur de la propriété capitaliste : « *Le seul capital, le vrai, le voilà !* » Cette force de la classe ouvrière se trouve encore rehaussée par le personnage de Léo Frankel, émigré hongrois, qui concentre déjà toute une expérience politique de la lutte menée par la classe ouvrière internationale.

Film coloré et chaleureux, il comporte plusieurs scènes, qui sont des réussites. Ainsi le jeune peintre qui exécute sur la toile encore fraîche d'un paysage impressionniste, le tableau vivant de cette barricade. C'est aussi la jeune blanchisseuse qui lui explique que, malgré sa peur, elle défendra la barricade et qu'elle le fera non pour mourir mais pour vivre.

Pas de pessimisme dans ce film même quand le vétéran des révolutions de 1848 cloué sur son lit par la maladie, s'adresse au bord de la mort à l'ouvrier Mardrou. Ce qu'il lui transmet c'est l'amère certitude de la défaite car la Commune est condamnée faute d'avoir elle même attaqué Versailles. Mais en même temps, c'est la certitude de la victoire finale de la Révolution qu'il exprime. Quant au texte de l'Internationale qui fut un poème avant d'être l'hymne de tous les travailleurs, quand Noiret qui incarne Eugène Pottier, le lit dans un bistrot, on est remué par sa force. Comme le dit René Richon, c'est bien le passé, le présent et l'avenir de la lutte prolétarienne qui se trouvent concentrés dans ces quelques couplets.

Le réalisateur et France Nouvelle

René Richon a accordé récemment une interview à l'hebdomadaire du PCF, « France-Nouvelle ». Il explique qu'à travers la variété des personnages, il : « *voulait montrer l'ensemble des couches sociales qui ont participé, qui peuvent et pourront toujours participer à un mouvement progressiste* ». Et le film montre bien ça. Mais quand il ramène cela à la notion d' « Union du peuple de France », on ne peut pas être d'accord avec lui, et le film lui-même s'inscrit en faux. Car si union il y a, c'est bien sous la direction de la classe ouvrière, et si le peuple est debout et respire c'est bien parce qu'il tient le fusil entre ses mains, ce qui est tout autre chose que la stratégie du PCF.

Pierre MARCEAU

Concert en direct de Pékin

C'est avec une très grande curiosité et un très grand intérêt que tous les amis de la Chine attendaient ce concert retransmis pour la première fois en direct de Pékin, et diffusé conjointement sur France-musique et sur la BBC de Londres. Curiosité et espoir n'auront pas été déçus car la qualité de ce concert fut tout à fait étonnante.

Celui-ci était retransmis à la fois dans toute la Chine, et, par satellite, vers l'Europe, chaque auditeur a pu remarquer la prouesse technique de cette retransmission.

La salle des Minorités nationales, près de la place Tien An Men, était prise très tôt d'assaut par un public jeune, venu en autobus ou à vélo, et par des personnalités comme l'ambassadeur de France en Chine, l'envoyé spécial de France-musique, et du côté chinois, le vice-ministre de la Culture.

Il va de soi que ce concert fut un événement très important à plusieurs titres. Il a servi tout d'abord à un renforcement de l'amitié, par une meilleure connaissance mutuelle, des peuples chinois et français, et nous ne pouvons que nous féliciter d'une telle initiative.

Il marque d'autre part, un changement fondamental dans la vie culturelle chinoise, par rapport à la période de la domination de la bande des Quatre. Rappelons-nous qu'à cette époque, seuls quelques opéras et spectacles étaient joués en République populaire de Chine, et cette absence de variété, ce refus dogmatique de toute œuvre non-explicitement composée et exécutée sans le contrôle idéologique et politique direct de la bande des Quatre avaient très fortement sclérosé la vie musicale chinoise.

Des musiciens français, fidèles amis et admirateurs de la Chine restaient, à cette époque, perplexes et décontenancés devant les attaques contre certains musiciens occidentaux comme Beethoven. Ainsi, cette vieille militante communiste, musicienne professionnelle et amie de la Chine nous avait déclaré, ayant appris la chute de la bande des Quatre : *« Si Chang Ching n'est plus là, on va peut-être pouvoir rejouer Beethoven, car c'est elle qui l'avait interdit ».* Voici chose faite aujourd'hui.

Ainsi, la présence dans le programme du concert des œuvres de Beethoven, Berlioz, et de deux œuvres contemporaires chinoises démontrait-elle la volonté expresse d'en finir avec le sectarisme étroit qui avait prédominé pendant la période antérieure à la destitution de la bande des Quatre.

Le soliste de ce concert, le très grand pianiste Lieou Che-kouen, avait été, ainsi que de nombreux de ses collègues musiciens, victime de la bande des Quatre. Arbitrairement emprisonnés, mis dans l'impossibilité de pratiquer leur profession, comme la danseuse étoile des ballets de Changhaï, de nombreux artistes et intellectuels avaient été décrétés « contre-révolutionnaires » par Chan Ching.



Une grande rigueur et une précision d'exécution.

A présent, la campagne des cents fleurs préconisée par le président Mao est de nouveau à l'ordre du jour, et *« l'orchestre symphonique de la société philarmonique centrale de Chine »* se remet rapidement au travail. Les résultats sont surprenants. La troisième symphonie de Beethoven, venant après l'Ouverture du « Carnaval romain » de Berlioz, rassemblait à la fois une grande rigueur et une précision d'exécution.

Justesse dans les pupitres de cordes, maitrise et très grande qualité dans les pupitres de vents et plus particulièrement de cuivres, nous ont étonnés pour un orchestre qui s'est remis à exécuter en public les grandes œuvres du répertoire classique. On ne peut que féliciter le chef Han Zhong Jie qui a si bien su monter ce programme.

En effet, on considère ici que pour « faire » un orchestre, pour l'élever à un très bon niveau d'exécution et de cohésion, il faut de 10 à 20 ans.

Les œuvres chinoises nous ont fait découvrir d'intéressants aspects du romantisme révolutionnaire dans la musique. Le concerto pour piano « Typhon » œuvre collective de trois compositeurs (dont le pianiste soliste) nous a permis de découvrir la grande maitrise instrumentale de Lieou Che-kouen, son sens aigu du phrasé musical et les multiples couleurs de son jeu brillant. L'œuvre de Liszt qu'il a exécutée en bis fut en particulier un très beau moment musical.

Ainsi, sous ses différents aspects, techniques, politiques, musicaux, ce concert fut une réussite. Notre souhait est de voir cette expérience renouvelée, expérience qui, sans aucun doute, aura contribué à renforcer l'amitié entre les peuples français et chinois.

Un musicien professionnel marxiste-léniniste.

POURQUOI NOUS AVONS CHOISI LE PCMLF

Dix ans après, toutes sortes de commentaires et d'explications fleurissent à propos de Mai 68. Dans cette floraison, voisinent le meilleur et le pire : des analyses utiles, des ouvrages sérieux qui enrichissent notre connaissance, mais aussi de vaines tentatives pour réécrire l'histoire.

Ces entreprises sont inspirées par ceux pour qui Mai 68 reste un objet de cauchemar. Ainsi toutes sortes de sous-ordres du pouvoir s'emploient à essayer de gommer le rôle joué par la classe ouvrière, ils voudraient transformer ce printemps révolutionnaire en souvenir inoffensif. Quant aux dirigeants du PCF, ils voudraient se présenter comme les héritiers légitimes et pourquoi pas les inspirateurs de Mai. Marchais et Séguy voudraient bien faire oublier le rôle peu reluisant qu'ils jouèrent et qui révéla aux yeux d'un grand nombre de gens la nature bourgeoise de leur parti.

Pour parler de ce grand mouvement de masse, l'Humanité rouge s'est adressée à quatre travailleurs qui sont membres du PCMLF. Tous les quatre, à des titres divers, participèrent à Mai. Pour les uns, c'était le début de leur vie de militant, pour les autres, ce fut une étape majeure s'ajoutant à une expérience déjà ancienne. Pour tous, les enseignements tirés de cette période font partie de ce qui guide leur activité révolutionnaire d'aujourd'hui.

Pouvez-vous préciser où vous étiez, du point de vue politique quand sont survenus les événements de Mai ?

Pierre :

En 68, j'avais déjà 39 ans. Je n'étais pas ce qu'on appelait un jeune gauchiste. Membre du PSU, avec certaines responsabilités fédérales et nationales, je venais d'être candidat aux élections législatives. Tout ceci était le résultat d'un certain itinéraire et d'un choix, notamment pendant la guerre d'Algérie. A l'époque il me semblait que le PSU était la seule organisation capable de mener une lutte coherente sur la question de l'Algérie. J'étais extrêmement critique par rapport au PCF, sans bien voir ce que ça recouvrait profondément.

Jean :

Pour ma part, j'ai été étudiant jusqu'en janvier 68. C'est en participant au soutien au Vietnam dans les Comités Vietnam de base que j'ai commencé à être militant. C'est là que j'ai connu l'UJCML* et que j'ai découvert le marxisme-léninisme et la pensée-maotsétoung. Par la suite je me suis établi en usine comme le conseillait mon organisation. Je venais d'une famille ouvrière qui n'était pas vraiment politisée et moi-même j'avais fort peu d'expérience. J'étais plein d'enthousiasme mais aussi de naiveté, j'ignorais tout de ce qu'est l'action d'un parti communiste. Le travail dans la classe ouvrière ça me paraissait très important, c'est pourquoi je m'étais établi. Pour moi, ça revenait un peu à apporter la bonne parole dans les usines, mais aussi, et surtout, à apprendre. Donc quand Mai 68 s'est déclenché, je travaillais depuis quelques mois dans une usine, une petite usine parce que ça n'avait pas été facile de trouver du travail.

* *Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes.*

René :

A cette époque-là, je n'avais même pas 17 ans, j'étais lycéen. Mes parents, c'était plutôt la petite bourgeoisie, j'étais complètement coupé de la classe ouvrière. Quant à ma conscience politique, elle n'était vraiment pas grande. Je me souviens qu'un copain du lycée avait essayé de ma faire lire « *Le manifeste* » (manifeste du parti communiste de Marx et d'Engels – NDLR) avant 68, mais ça n'avait pas marché. Malgré tout je me posais certaines questions sur le pourquoi des choses.

Tu avais une activité dans le lycée ?

René :

Non, c'était plutôt la révolte individuelle contre certains aspects de la vie au lycée, je n'étais pas organisé dans quoi que ce soit.

Pour toi, Georges, c'était assez différent, tu avais déjà pas mal d'expérience puisque tu étais un ancien militant du PCF et que tu avais déjà une activité de militant marxiste-léniniste.

Georges :

Oui, j'avais participé à la fondation du PCMLF à la fin de l'année 1967. J'avais déjà pris conscience que le PCF avait changé, qu'il était révisionniste. C'est au début des années 60, avec tous les problèmes soulevés par le 22e congrès du Parti d'Union soviétique que j'avais compris ça comme d'autres camarades. Je crois que la bataille que nous avions menée avant 68 a eu une certaine influence dans les événements. Ce doit être vrai surtout des milieux intellectuels, des étudiants qui ont plus de facilités à se saisir d'idées nouvelles. Mais pas seulement eux. A ce moment là, je travaillais dans une boite de la métallurgie, à Aubervilliers, je me souviens que parmi les jeunes ouvriers – ils nous appelaient couramment les « maos » – beaucoup demandaient à discuter avec nous. Pour les plus âgés, c'était un peu différent, ils gardaient des traditions de classe, mais en même temps, ils étaient pas mal influencés par les idées bourgeoises propagées par le PCF. Ils étaient beaucoup plus méfiants et c'était difficile avec eux d'avancer les idées révolutionnaires. Pourtant, quand eurent lieu les événements au Quartier latin, tous

ont été très attentifs à ce qui se passait chez les étudiants.

Et toi, tu avais déjà participé à de nombreuses luttes, quel âge avais-tu d'ailleurs en 68 ?

Georges

Aujourd'hui, j'approche la cinquantaine, j'avais donc 40 ans en 68. Des mouvements de cette ampleur, je n'en avais pas connus. Un des mouvements auxquels j'ai participé et qui est resté un peu historique, c'est celui de 1952, contre Ridgway la Peste. Il y avait eu des barricades chez Renault sur la place nationale. Tous les ateliers n'étaient pas en grève, mais lorsque les flics ont voulu charger pour évacuer les grévistes, il y eut une riposte importante et ceux qui n'étaient pas en grève s'y sont mis. Je travaillais dans un atelier, on fabriquait de la boulonnerie. Les flics avaient été reçus gentiment : ils ont pris des boulons plein la gueule. Voilà un des mouvements auxquels j'ai participé. Bien entendu, il y a eu beaucoup d'autres luttes.

Mais sur le plan politique, ce qui a été important dans la rupture avec le PCF, c'est le soutien à la lutte de libération du peuple algérien. J'étais à l'époque responsable de la CGT. La direction du syndicat refusait de prendre une position de soutien réel. Seulement quelques responsables apportèrent dans les syndicats une aide réelle. C'était des initiatives individuelles que nous prenions, en accord avec la section syndicale bien sûr.

Finalement, cette idée largement répandue d'un Mai 68 qui serait né de rien est plutôt fausse. Le mouvement s'est déclenché en dehors des partis traditionnels et notamment du PCF et même contre eux. Mais beaucoup de militants qui y ont participé avaient déjà compris que le PCF avait changé: Dans un sens, le soutien apporté à la lutte du peuple algérien et plus tard au peuple vietnamien, de même que les explications apportées par les marxistes-léninistes sur la Chine et la Révolution culturelle tout cela a un peu préparé Mai.

Toutes les idées révolutionnaires qui s'étaient développées auparavant en rupture avec le PCF ont joué un rôle dans la rupture qui s'est approfondie à grande échelle en Mai 68 entre le mouvement de masse et les partis bourgeois, en particulier le PCF.

Pierre :

C'est vrai, à Nanterre, où j'habitais, quand les événements de 68 sont intervenus, tout le groupe de militants que nous étions se posait déjà de sérieuses questions sur la ligne du PCF : militants du PSU, militants catholiques, ceux qui travaillaient en relation avec les travailleurs immigrés. Tous ces militants qui avaient fait l'expérience de l'abandon par le PCF de l'internationalisme se disaient que sûrement il y avait autre chose et de fait c'est l'ensemble de la ligne du PCF qu'ils commençaient à critiquer. L'expérience faite en Mai fut donc décisive dans leur évolution politique. Et pour moi dans l'évolution qui me mena du PSU au PCMLF.



Le parti naissant au cœur de la bataille.

Justement, parlons un peu de ce qui a été le plus marquant pour vous dans votre participation à ce grand mouvement de masse.

Jean :

En ce qui me concerne, je n'ai participé effectivement au mouvement qu'au bout de quelques jours. Quand il y a eu les premières barricades, mon organisation — l'UJCML — n'était pas du tout favorable à ce que ses militants y soient. Ce qui a d'ailleurs été une des causes de son éclatement. Ça s'est révélé impossible pour les militants de suivre les directives de l'organisation.

Je travaillais dans une petite usine où il y avait surtout des femmes. Quand ça s'est déclenché, tout le monde a compris que c'était important. Il y avait des réflexions du genre *« Ça y est, c'est la révolution qui commence, les étudiants vont tout chambouler »*, des réactions assez enflammées. Quand, vers le quatrième jour, je suis allé moi-même sur les barricades, il y a deux ou trois gars de la boite qui sont venus aussi. Au départ en spectateurs et puis très vite, ils participèrent à la bagarre comme tout le monde. Ils n'avaient pas de convictions politiques bien déterminées mais ils sentaient que c'était important, et puis c'était bien à l'époque de voir les flics prendre des pavés sur la gueule, tout simplement.

Sinon, ce qui m'a le plus frappé, ce n'est pas tant le mouvement étudiant mais ce qui s'est passé dans la classe ouvrière, l'extension du mouvement et les contacts que, très rapidement, j'ai pu avoir avec de nombreux travailleurs.

J'ai été vraiment surpris, on était tous convaincus de manière abstraite et on rabâchait que la classe ouvrière est révolutionnaire. Pour moi personnellement, ça a été une découverte. Je connaissais ma famille, je savais bien ce qui se disait dans les milieux ouvriers sur la possibilité de faire la révolution et tout simplement de lutter contre le capitalisme. Et puis, il y avait toutes ces idées sur la classe ouvrière des pays capitalistes qui était embourgeoisée. Justement, Mai 1968 a prouvé tout le contraire.

La capacité à s'organiser, même spontanément dans bien des cas, pour généraliser un mouvement de grève contre le gouvernement, pour moi, ça a été l'enthousiasme. Et puis, la politisation dans des circonstances comme celle-là, elle vient vite. Les gens sont préoccupés par des problèmes de société, ils sont capables de discuter en profondeur, sans avoir lu des livres. On s'aperçoit qu'ils ont une curiosité, une connaissance et une volonté de se battre qui sont finalement très grandes.

Une des premières expériences que j'ai eues, de contact avec des ouvriers d'une grande usine, c'était chez Citroën, dans le 13e. On était allé diffuser un tract pour parler du déclenchement de la grève chez Sud-Aviation à Nantes, et tout de suite, on a eu des discussions, y compris avec des militants de la CGT qui nous ont dit : *« Il faut revenir demain, on va essayer de se mettre en grève aussi ».*

Le lendemain, on avait rendez-vous à 5 h du matin à la porte de l'usine et là, les discussions eurent lieu avec des centaines de travailleurs qui les poursuivirent dans l'usine. Ça devait être un vendredi. Le lundi suivant, on était tous là le matin : les ouvriers et des étudiants du coin donc. Tout le monde chantait l'Internationale, et la plupart des gars qui arrivaient, venaient renforcer le piquet de grève. La grève a démarré comme ça.

En somme, il n'y avait pas de barrière, sauf celle qu'on a vue dresser, un peu partout, par des responsables du PCF ou de la CGT mais qui n'ont pas pu empêcher ces contacts.

Donc cette force de la classe ouvrière, c'est ce qui m'a le plus impressionné. Par la suite, d'autre choses m'ont frappé dans le mouvement étudiant, avec lequel, de fait, j'avais gardé des liens.

Dans les grandes manifestations, j'ai retrouvé des camarades de lycée que j'avais quittés en janvier. Parmi eux, il y avait la petite poignée que je connaissais bien. Ceux avec qui j'avais milité notamment sur le Vietnam et puis beaucoup d'autres que je considérais comme des fils à papa, des gens qui ont les deux pieds dans le même soulier et qui n'en sortiraient jamais. Ceux-là aussi étaient dans la rue avec le foulard rouge, tous aussi révolutionnaires que moi. C'était une transformation impressionnante que je n'aurais jamais pu imaginer avant.

René

Pour moi aussi, le plus décisif ça a été la découverte des travailleurs. Je me souviens de la grande manifestation du 13 mai. Il y avait un mot d'ordre qui était lancé autour de moi et qui disait *« Étudiants au service des travailleurs ».* Ce mot d'ordre, au début, je ne voulais pas le reprendre. Et puis, la puissance de la manifestation, la présence massive et la combativité des travailleurs, tout ça a fait, qu'au bout d'un moment, ce mot d'ordre, je le reprenais comme les autres. Par la suite, dans ma ville, on a quand même eu du mal à établir des relations avec les ouvriers. Il y avait un barrage important du PCF. Mais toutes les discussions que j'ai pu avoir, c'était complètement nouveau pour moi.

Georges :

La multiplicité et la facilité de ces discussions auxquelles participaient toutes sortes de gens d'opinions différentes, appartenant à des catégories sociales différentes, c'est une des choses qui m'a beaucoup frappé à l'époque.



Citroën aussi est occupée et pourtant les grèves sont rares.

Pierre :

Dans le même sens, je me souviens qu'à Nanterre, où le PCF pesait d'un poids important, il faisait tout pour bien isoler la faculté de la ville. A l'inverse, nous autres, nous essayions de réaliser ce lien et de faire en sorte que le soutien au mouvement étudiant s'effectue, mais surtout que le relais soit pris au niveau des travailleurs. Et, alors qu'avant 1968, aucune réunion organisée en dehors du PCF ne réussissait à rassembler plus de quelques dizaines de personnes, c'est environ six-cents qui étaient venues un jour à une réunion organisée sur ce thème. Il y avait une ambiance formidable. Mais il faut dire aussi que, en dehors du lien avec les étudiants et de la coordination entre les usines en grève, on n'avait pas beaucoup de perspectives politiques claires à offrir à tous ces gens. En fait, on ne devait pas tarder à ressentir cruellement l'absence d'un parti révolutionnaire qui puisse guider tout ça.

Jean

Personnellement, les contacts les plus marquants que j'ai pu avoir avec des travailleurs et plus généralement avec la population, c'est vers la fin du mouvement, à Flins. C'est là aussi que j'ai pris vraiment conscience de façon concrète de ce qu'étaient les bonzes syndicaux comme on disait à l'époque.

Et puis surtout, ce qu'était la ligne de trahison de la direction du PCF et de la CGT. Les flics avaient envahi l'usine Renault et il y avait une grande bagarre entre les responsables syndicaux qui voulaient la reprise du travail et un grand nombre d'ouvriers qui refusaient de se soumettre. Les flics avaient tabassé les piquets de grève, dans toute la région, ils faisaient la chasse aux gens qui étaient venus apporter leur soutien aux ouvriers de Flins.

La propagande pour la reprise suscitait la colère de quantité d'ouvriers. C'est là que j'ai vécu le plus fort l'unité ouvriers-étudiants. Non seulement on était au coude à coude contre les flics, mais les travailleurs nous recevaient dans les locaux syndicaux. On était hébergé la nuit dans les familles d'ouvriers de Renault et vraiment, ça a donné lieu à des discussions très riches et très fraternelles. Les travailleurs avaient même réussi à imposer la présence de Geismar comme représentant du mouvement étudiant dans les meetings.

A la fin, quand les CRS étaient installés dans toute la région pour empêcher les ouvriers de réoccuper l'usine, ils nous faisaient la chasse et je me souviens que poursuivis par les flics, on avait été recueilli spontanément dans des maisons.

C'est au cours de ces journées que Gilles Tautin est mort, noyé dans la Seine par les flics.

Après Mai 68 et la douche froide des élections de juin, beaucoup de gens se sont pris à espérer chaque printemps que ça allait recommencer : la seule leçons qu'ils avaient tirée, c'était la spontanéité du mouvement. Pour vous, quelles ont été les conclusions ?

René

Moi, je venais de découvrir la classe ouvrière et la politique ; mon souci, ça a donc été de m'organiser. Pourtant, si ça avait été clair pour moi, pendant

le mouvement, que le PCF n'était pas dans le coup, après, j'ai eu des hésitations. Du fait qu'un grand nombre d'ouvriers étaient au PCF, je me demandais si ce n'était pas lui qui représentait la classe ouvrière. Finalement, j'ai discuté avec des marxistes-léninistes et avec des militants du PCF, j'ai lu, j'ai réfléchi sur ce que j'avais vu en mai et puis j'ai choisi. Quand l'Humanité rouge a commencé à paraitre début 1969, je l'ai lu après je me suis organisé.

Jean

Avant 68, la question du parti, c'était pas très clair pour moi et ça ne m'intéressait pas vraiment. En mai, j'ai compris deux choses. D'abord que l'UJCML, ça ne valait rien comme organisation et ensuite qu'il fallait précisément une organisation, un parti communiste pour guider le mouvement de masse et l'activité spontanée qui était grande en 1968.

On voulait changer la société et on était nombreux. Mais d'autre part, on ne savait pas très bien comment, on n'était pas bien unis et finalement on était impuissants. Beaucoup d'aspirations avaient été soulevées mais je comprenais très bien qu'il y avait un long chemin à parcourir pour les voir aboutir.

Dans ce sens, je n'ai pas été déçu par le reflux. Il s'agissait maintenant d'édifier patiemment un parti et de gagner les gens à l'idée des transformations révolutionnaires. J'avais connu le PCMLF en mai, et apprécié le fait qu'il maintienne une propagande communiste alors que l'UJCML avait complètement cédé au spontanéisme. Je savais qu'à sa tête, se trouvaient d'anciens militants du PCF qui avaient certainement plus d'expérience que les « grands philosophes » qui dirigeaient l'UJCML et puis j'avais pas mal appris en mai auprès de ses militants. C'est pour toutes ces raisons que j'ai rejoint le PCMLF.

Pierre

Après 1968, un certain nombre de militants ouvriers et syndicalistes qui éprouvaient le besoin de s'organiser sur le plan politique ont rejoint le PSU. Cependant, pour moi comme pour d'autres anciens du PSU, la leçon de Mai était double. D'une part, il s'agissait d'orienter notre travail en direction de la classe ouvrière, c'est ainsi qu'est née la commission nationale ouvrière. D'autre part, on s'interrogeait sur ce que devait être le parti révolutionnaire capable de diriger – ce qui avait tellement fait défaut en 68.

C'est comme ça qu'on a commencé à utiliser Lénine comme référence dans certains stages de formation. Dès le congrès de 1969, un début de regroupement d'éléments combatifs se fit contre la ligne Rocard. Et c'est à propos de l'analyse du PCF qu'apparut ce qui par la suite allait devenir la Gauche révolutionnaire

Et en 1974, tu as rejoint le PCMLF ainsi que la quasi-totalité des militants de la GR. D'une certaine façon, c'est un renforcement du parti qui est un résultat de 68.

Georges

Pour ma part, je pensais que la prise de conscience par rapport au révisionnisme aurait été plus grande dans la classe ouvrière. Pour le PCMLF, il n'y a pas eu le renforcement décisif qu'on aurait pu attendre. Il est vrai que le parti était presque nouveau-né à l'époque et puis il avait été interdit en juin 68, il y a eu une période difficile due à l'apprentissage de la clandestinité. Pour ce qui est du renforcement, ça a été surtout un afflux d'étudiants et d'éléments intellectuels. Ils venaient avec de l'enthousiasme mais aussi et surtout avec beaucoup d'impatience et d'idées spontanéistes. Le parti ayant peu de cadres et peu de structures bien édifiées, on s'est trouvé un peu débordé. Tout ça a entrainé des crises. En ce qui concerne la classe ouvrière, en fait, même des éléments très combatifs pendant le mouvement ont rejoint le PCF. Dans la pratique du mouvement de masse, la rupture avait été importante avec la ligne du PCF, mais par la suite, l'emprise idéologique du révisionnisme s'est remise à peser de tout son poids sur de nombreux militants. J'ai compris que pour réaliser notre mot d'ordre « Arracher la classe ouvrière au révisionnisme », ce serait un processus assez long.

C'est vrai qu'il y a relativement peu de gens qui ont tiré des conclusions analogues à celles que Jean nous a dites. Mais en même temps, beaucoup de choses importantes ont changé après Mai. Les idées fort répandues avant, selon lesquelles ce n'était plus la classe ouvrière qui était la classe révolutionnaire, mais une soi-disant « nouvelle classe » composée de cadres et d'intellectuels, ont été complètement battues en Mai. De même que l'idée selon laquelle la révolution ça ne pouvait exister que dans les pays du tiers monde. Et puis, surtout en Mai, la classe ouvrière a renoué avec beaucoup de traditions de lutte. Le carcan légaliste et bureaucratique que les dirigeants du PCF et de la CGT avaient imposé avant était rompu. Les occupations d'usines, la démocratie prolétarienne dans les luttes, les comités de grève, les séquestrations, la remise en cause de la légalité bourgeoise, toutes ces choses qui marquent profondément les luttes de classe aujourd'hui, c'est en Mai 68 que les travailleurs ont renoué avec ces traditions et même les ont développées.

Après Grenelle, les ouvriers votent la poursuite de la grève a Renault.

